

À Notre Tour

Un an plus tard

Célébrant les impacts du plan d'action À notre tour
et soulignant les défis à affronter dans la transition
de l'organisme vers Étudiant.e.s pour une culture du
consentement



[Descriptif de l'image: Image dessinée à la main style croquis d'une personne sur une plateforme qui tient un micro faisant face à une foule. Dans la foule, sur deux pancartes sont écrit "SAY THEIR NAMES" et "END RAPE CULTURE".]

”
“**ÉTUDIANT.E.S POUR
UNE CULTURE DU
CONSENTEMENT**

Écrit par :
Caitlin Salvino
Connor Spencer

Table des matières

- 1 Reconnaissance territoriale
- 2 **Partie 1 : À Notre tour - Un an plus tard**
- 3 Rapport Un an plus tard - Résumé analytique
- 4 Message de la présidente nationale À notre tour
- 6 Le Plan d'action national À notre tour
- 8 L'année en un coup d'oeil - Impacts du rapport
- 9 Chronologie - Une année en tourbillon
- 12 Mouvement étudiant transnational
- 14 Carte de pointage de la politique sur la violence sexuelle sur les campus
- 24 Impacts au-delà de la carte de pointage
- 29 **Partie 2 : Étudiant.e.s pour une culture du consentement**
- 30 Présentation de ÉPCC
- 38 Quelle est la suite?
- 39 Remerciements
- 40 Sources citées
- 45 **Partie 3 : Les Ressources**
- 46 Annexe A: Les ressources de plaidoyer
- 47 Annexe B: Détail sur les normes minimales
- 48 Annexe C: Comment évaluer sa propre politique
- 57 Annexe D: Glossaire des acronymes
- 59 Annexe E: À notre tour dans les nouvelles

Veuillez citer comme

Salvino, Caitlin, et Connor Spencer. 'À Notre Tour: Un An Plus Tard'. Montréal, QC: Étudiant.e.s pour une culture du consentement, 2019.

Reconnaissance territoriale

ÉPCC reconnaît que son travail à travers le Kanata (également appelé Canada) se déroule principalement sur le territoire de différentes communautés autochtones, lequel n'a jamais été cédé. **La violence sexuelle est un symptôme du système colonial au sens large sur lequel le «Canada» est basé et continue à se perpétuer. Nous ne pouvons pas parler de consentement sur les campus sans reconnaître, décortiquer et traiter les relations non consensuelles en cours entre le Canada et les communautés autochtones.** ÉPCC a pris un engagement explicitement anticolonial, qui comprend, entre autres mesures concrètes, une éducation et une formation internes continues. Lorsque nous effectuons ce travail dans les provinces et les territoires, nous devons toujours enraciner notre travail dans la réalité : les femmes autochtones et les individus bispirituels sont trois fois plus susceptibles que les femmes non autochtones de subir des violences sexuelles; notre travail contre la violence sexuelle a lieu au milieu d'une enquête nationale sur les femmes, les filles et les individus bispirituels autochtones disparues et assassinées. ÉPCC s'engage à adopter une approche intersectionnelle lorsqu'elle est invitée à travailler sur les territoires traditionnels des:

- Peuples Coast Salish, y compris les territoires des nations x̣ṃəθḳʷəỵəm (Musqueam), Skwxwú7mesh (Squamish), Stó:lō et Səlilwətaʔ/Selilwitulh (Tsleil-Waututh) Nations (l'Université de la Colombie-Britannique);
- Peuples Cris, Lakota et Sauteaux, Assiniboine et Métis (l'Université de Regina);
- Peuples Anishnaabeg, Cris, Oji-Cris, Assiniboine, Dakota et Dene, et la patrie de la nation Métisse (l'Université Brandon);
- Peuples Anishnaabeg, Cris, Oji-Cris, Dakota et Dene, et sur la patrie de la nation Métisse (l'Université de Manitoba et l'Université du Winnipeg);
- Peuple Algonquin Anishnaabeg (l'Université Carleton et l'Université d'Ottawa);
- Peuples Wendat, Anishnaabeg, Haudenosaunee, Métis et la Première Nation des Mississaugas de New Credit (le Collège George Brown et l'Université Ryerson);
- Peuples Anishnaabeg, spécifiquement Ojibwe/Chippewa (l'Université Lakehead, Orillia);
- Peuples de la Première Nation des Mississaugas de Scugog Island (l'Institut de technologie de l'Université de l'Ontario);
- Peuples Huron-Wendat, Seneca et dernièrement les Mississaugas de Credit River (l'Université de Toronto);
- Peuple Abenakis et la confédération Wabenaki (l'Université Bishop's);
- Peuple Kanien'keha:ka (Mohawk) (l'Université McGill, l'Université Concordia);
- Peuples Wəlastəkwiyik (Maliseet) et Mi'kmaq (l'Université Mount Allison, l'Université St Francis Xavier);
- Peuple Mi'kmaq (l'Université Dalhousie);
- Peuple Abegweit Mi'kmaq Première Nation (l'Université de l'Île-du-Prince-Édouard);
- Peuples Mi'kmaq et Beothuk (l'Université Memorial);
- Peuples de la Nation Anishnabek, peuples Huron-Wendat, Métis, et la Première Nation des Mississaugas de New Credit (l'Université York).

Le rapport Un an plus tard

Synthèse exécutive

Ce qui a commencé comme un projet mené par une poignée d'étudiant.e.s de l'Université Carleton est devenu un mouvement national. Il réunit des syndicats et groupes d'étudiants à travers le pays pour défendre des campus plus sûrs, mettant l'emphase sur la voix des étudiant.e.s et les droits des survivant.e.s.

Pour ceux qui ne connaissent pas notre travail, sous le nom de OurTurn / À notre tour depuis la dernière année, est une organisation dirigée par des étudiant.e.s et créée en octobre 2017. Un an après sa création, nous avons soutenu plus de 40 syndicats et organisations d'étudiants de 8 provinces représentant plus de 650 000 étudiant.e.s. Nous avons cherché à leur fournir les outils dont ils avaient besoin pour prévenir la violence sexuelle, soutenir les victimes et faire pression pour que des réformes soient entreprises aux niveaux des campus, du provincial et du fédéral.

Le comité national À notre tour a été créé par la publication du Plan d'action national À notre tour ([anglais](#)¹ et [français](#)²). C'est un plan d'intervention bilingue et polyvalent visant à mettre fin à la violence sexuelle sur les campus, par le biais d'actions efficaces et de programmes fondés sur des données probantes. Dans le cadre du plan d'action, À notre tour a publié un examen complet de 60 politiques en matière de violence sexuelle sur les campus. Celui-ci inclut l'élaboration d'un tableau de bord de la politique de lutte contre la violence sexuelle sur les campus et comporte 45 critères. Dans le cadre du plan d'action et avec l'aide de nos partenaires du syndicat étudiant, 14 établissements d'enseignement supérieur ont été évalués et ont obtenu une note moyenne nationale de C- (61%).

Les membres de À notre tour possédaient une vaste gamme d'expériences dans le domaine de la violence sexuelle sur les campus à travers le pays, des expériences que nous cherchions à partager avec d'autres. Nous avons adopté une approche anti-oppressive, intersectionnelle et centrée sur le sur-

vivant.e. Ainsi, nos efforts ont principalement varié selon les besoins de chaque groupe d'étudiants.

En août 2018, le comité national À notre tour a décidé de passer à un nouvel organisme officiel appelé Étudiant.e.s pour une culture du consentement Canada (ÉPCC), il s'agissait principalement de mieux refléter le travail que nous avons accompli tout au long de l'année et qui avait dépassé le cadre du Plan d'action national À notre tour, ainsi que prendre le temps de nous organiser de manière centrée sur des cadres anti-oppressifs et reflétant nos valeurs en tant qu'organisateur.trice.s.

Le rapport suivant cherche à commémorer et à célébrer les impacts du Plan d'action national À notre tour et du travail transnational de ceux qui ont participé à la création et à la direction du Comité national À notre tour. Il ouvre la voie à nos étapes suivantes en tant de la ÉPCC, où nous cherchons à mener un plaidoyer autour des lois fédérales et provinciales sur la violence sexuelle sur les campus, à développer des ressources de prévention intersectionnelles, à lutter contre la violence sexuelle commise par des professeurs et à soutenir l'élaboration de politiques en matière de violence sexuelle contre les étudiant.e.s. **Ce rapport sert à documenter une première de ce que nous espérons être de nombreuses étapes, à mesure que nous continuons à apprendre, à désapprendre et à réapprendre en tant qu'organisateur.trice.s, en construisant notre réseau de personnes influentes à travers le pays, qui travaillent à créer des cultures de consentement dans tous les domaines.**

Message de la présidente nationale À notre tour

“ —————

Ce mouvement a toujours été dirigé par des étudiants.

« Ce mouvement a toujours été dirigé par des étudiants » – cette phrase était peinte sur la bannière accrochée à l'escalier de l'Université McGill. Connor Spencer, vice-président externe de l'AEUM (Association des étudiants de l'Université McGill), et moi-même sommes restés jusqu'à 4 heures du matin pour y apporter les dernières retouches.

C'était le 11 octobre 2017, le jour de la publication du Plan d'action national À notre tour. C'était l'aboutissement de neuf mois de travail dans huit provinces en interaction avec des centaines d'étudiants. Pour ce projet, j'avais tout abandonné. J'ai pris neuf mois de congé pour effectuer un travail complètement non rémunéré, j'ai déménagé de ville, j'ai pris l'avion, j'ai conduit, j'ai pris le train à travers le pays pour rencontrer des leaders étudiant.e.s et des survivant.e.s pour des consultations. J'ai répété la phrase « je vous crois » d'innombrables fois lorsque l'on m'a raconté des histoires de violence sexuelle sur les campus, des histoires d'échecs de solutions de la part des institutions à travers le pays. Et c'était tout. Le rapport était enfin publié.

On a ressenti un mélange d'excitation et d'angoisse : on était excitée de pouvoir enfin partager le travail de notre équipe avec le public, mais s'inquiète de la réaction. Nous étions sur le point de publier des notes médiocres attribuées à certaines des plus grandes institutions de notre pays : l'Université de Toronto, l'Université Dalhousie, l'Université McGill, l'Université de la Colombie-Britannique, les désignant incapables de soutenir les survivants ou à leur fournir des procédures de campus adéquates.



[Descriptif de l'image: Caitlin Salvino avec Maryam Monsef, la ministre de la Condition féminine. Elle tient le rapport OurTurn]

J'avais aussi déjà vécu la réaction souvent ressentie par les militant.e.s contre la violence sexuelle (particulièrement à l'ère pré-#MeToo) sur mon propre campus à Carleton et j'étais incertaine de la manière dont le rapport serait reçu au niveau national.

La journée a été floue. Nous avons commencé par une conférence de presse à l'Université McGill dans la matinée, puis nous nous sommes rendus à Ottawa pour participer à une autre conférence de presse à l'Université d'Ottawa. Ceci était lié à la publication des résultats de la politique sur la violence sexuelle dans un rapport de CBC Toronto par Lisa Xing³, ce qui a enchaîné des interviews sans arrêt tout au long de la journée. Le rapport À notre tour a attiré l'attention dans toutes les provinces canadiennes, attisant des discussions au sujet des politiques en matière de violence sexuelle sur les campus et de savoir si les établissements d'enseignement postsecondaire étaient en train de créer les processus centrés sur les survivant.e.s comme ils prétendaient. Plus encore, vingt syndicats et groupes d'étudiants à travers le pays se sont associés à nous pour publier le rapport et se sont engagés à mettre en œuvre les diverses recommandations en matière de prévention, de soutien et de défense que nous avons élaborées au cours des mois de consultation.

Le flou initial de la publication du rapport À notre tour semblait se poursuivre indéfiniment pour le reste de l'année. Moins d'un an après la publication du rapport, en tant que présidente nationale, j'ai continuée à voyager dans six provinces pour aider les étudiant.e.s à défendre leurs droits contre la violence sexuelle sur les campus et à consulter les gouvernements provinciaux. J'étais la plus jeune personne à siéger au Conseil consultatif de la ministre sur la stratégie pour prévenir et contrer la violence fondée sur le genre du gouvernement fédéral et je consulte maintenant dans le tout premier cadre gouvernemental en matière de violence sexuelle sur les campus. Et le numéro des groupes étudiants qui utilise le Plan d'action a grandi de 20 à 42.

Je sens que l'impact du rapport est presque impossible à mesurer; il a été mentionné à de nombreuses reprises à la Chambre des communes⁴, cité pour son influence sur l'élaboration du budget fédéral 2018⁵, utilisé par plus d'institutions que nous ne le saurons jamais pour élaborer leurs politiques en matière de violence sexuelle et a conduit à l'adoption de lois provinciales sur la violence sexuelle sur les campus. Plus important encore pour moi, il a permis aux étudiants et aux survivants à travers le pays de s'exprimer et de renforcer leur pouvoir d'agir pour contester auprès de leurs institutions ou de leur gouvernement leur incapacité à soutenir adéquatement les victimes de violences sexuelles sur les campus.

Avant le premier anniversaire de la publication du rapport, le comité national À notre tour a pris la décision collective de se renommer Étudiant.e.s pour une culture du consentement au Canada (ÉPCC).

Ce changement visait à refléter le développement de l'organisation et son travail, qui, bien que basé sur les mêmes valeurs et principes, a largement dépassé ce qui était décrit dans le plan d'action initial.

Cependant, lors de l'annonce de la nouvelle organisation, la rédaction de ce rapport un an plus tard était importante pour nous, car elle permettait de documenter l'immense impact du rapport À notre tour et de son équipe au cours de la dernière année. C'est notre façon de nous assurer que l'héritage du plan d'action continue et que toutes les ressources développées sont créées et restent publiques.

Au moment où j'écris ceci un an après la publication initiale, je ne peux pas m'empêcher de me sentir fière. Ce n'est pas souvent que nous prenons le temps de prendre du recul et de réfléchir à l'impact que nous avons eu dans nos communautés et à travers notre pays. Ce nouveau rapport nous donne la possibilité de réfléchir à nos succès et défis, dans l'espoir de façonner notre travail continu en matière de lutte contre les violences sexuelles en tant que la ÉPCC.

Avec chaleur et solidarité,

CAITLIN SALVINO

Co-fondatrice de À notre tour
Présidente nationale 2017-2018
Directrice de la ÉPCC 2018-2019

[Descriptif de l'image: Image dessinée à la main style croquis en noir et blanc. Il y a sept personnes assises en ligne. L'image montre une perspective de droite à gauche, avec le côté droite à l'avant]



Plan d'action national À notre tour

Résumé

Le Plan d'action national OurTurn a toujours été considéré comme une première étape; il visait à créer un changement social et institutionnel grâce à des programmes fondés sur des données probantes et à des mesures efficaces. La nécessité de centraliser les voix des étudiant.e.s et des survivant.e.s dans les discussions sur la violence sexuelle sur les campus a été au cœur de son développement. On croit que les étudiant.e.s sont dans la position unique pour prendre l'action contre la violence sexuelle sur les campus canadiens.

Son objectif était d'être plus qu'un document de politique. Il fournit aux leaders étudiants des outils et la direction dont ils ont besoin pour apporter des changements significatifs qui rendront leurs universités plus sûres pour leurs études, leur travail et leur vie.

Le plan d'action comportait les principes directeurs suivants:

- Une approche centrée sur les survivant.e.s
- Reconnaître l'existence d'une culture du viol
- Consentement affirmatif et culture de consentement
- Une approche éclairée sur les traumatismes
- Inclusivité et accessibilité
- Collaboration et intégration
- Travail rémunéré financièrement
- Sensible au genre
- Intersectionnalité



[Descriptif de l'image : Graphique de deux pages du plan d'action national À notre tour]

“ —————

L'opportunité de collaborer au développement et au lancement de À notre tour m'a donné un espace pour partager mes propres expériences de violence sexuelle avec ceux dont les histoires reflétaient ma réalité ainsi que ceux dont les propres histoires étaient radicalement différentes. Cet effort collectif a réuni le plus grand nombre de voix possible et, à mon avis, a permis d'apporter des améliorations concrètes aux étudiants des campus canadiens.

- Greg Owens -

Ancien coordonnateur des campagnes nationales, Fédération canadienne des étudiantes et étudiants (FCÉE)

Le document original⁶ fournissait des lignes directrices aux associations et groupes d'étudiants pour qu'ils prennent des mesures visant à:



Prévenir les violences sexuelles et éliminer la culture du viol sur nos campus



Soutenir les survivant.e.s et créer une culture du centrisme des survivant.e.s dans nos programmes et institutions



Plaider en faveur de réformes politiques et législatives aux niveaux local, provincial et national sur les campus.

Il a ensuite présenté **vingt étapes que les groupes d'étudiants** pourraient adopter et mettre en œuvre sur leur propre campus, selon les besoins. Ces étapes comprennent:

1. **Adopter une motion reconnaissant l'existence de et s'engageant à éliminer la culture du viol sur votre campus;**
2. **Tenue de réunions de consultation générale et à huis clos avec la communauté;**
3. **Mener une enquête sur la violence sexuelle sur le campus;**
4. **Développer ou adopter un programme de formation en prévention de la violence sexuelle entre pairs, et soutenir les membres des clubs de campus ou des comités / conseils de syndicats d'étudiants à compléter la formation;**
5. **Assister et soutenir des événements communautaires liés à la violence sexuelle et la violence fondée sur le genre;**
6. **Sensibilisation aux ressources de soutien communautaire;**
7. **Plaider en faveur de l'ajout d'aménagements scolaires pour les violences sexuelles aux programmes de cours;**
8. **Utilisation de la carte de pointage À notre tour de la violence sexuelle sur les campus pour évaluer la politique en matière de violence sexuelle sur le campus et déterminer ce qui doit être modifié;**
9. **Plaider en faveur de réformes politiques au niveau des campus à l'aide du guide de défense À notre tour;**
10. **Collaborer avec d'autres syndicats et organisations d'étudiants pour plaider en faveur d'une réforme législative aux niveaux provincial et fédéral.**

Ce fut le début d'une réponse communautaire unifiée contre la violence sexuelle sur les campus, émanant de groupes d'étudiants au-delà des frontières régionales et d'affiliations politiques.

Une année en un coup d'œil

Impacts du rapport



4000+ Signatures étudiantes sur les lettres ouvertes À notre Tour⁷
260+ Signatures de clubs sur les lettres ouvertes À notre tour⁸



115 Articles de presse écrits sur À notre tour (2017-2018)⁹



Consulté et conseillé auprès de **5 gouvernements provinciaux**¹⁰



La plus jeune personne nommée au Comité fédéral sur la violence sexiste fondée sur le statut de la femme¹¹



4 citations à la Chambre des communes¹²



Participation dans **8 consultations fédérales**¹³



Élaboration et adoption de la **première politique relative aux violences sexuelles et sexistes du Syndicat des étudiant.e.s canadien.ne.s**¹⁴



Plus de 1500 étudiants formés par le biais de formations de prévention et de soutien à la lutte contre la violence sexuelle

Chronologie

Une année en tourbillon

Depuis sa publication, ce fut réellement un tourbillon d'une année. Les personnes impliquées dans la direction de À notre tour ont visité, soutenu et travaillé avec des étudiant.e.s et des survivant.e.s à travers le pays en initiant des mouvements populaires dans leurs communautés. Ce qui suit est un bref calendrier de l'élaboration du Plan d'action national À notre tour et de tous les efforts de sensibilisation découlant de sa publication.

11 OCTOBRE 2017

PUBLICATION DU PLAN D'ACTION

Le 11 octobre 2017, le Plan d'action national À notre tour a été publié. Il comptait 20 signataires d'unions et de groupes étudiants de 8 provinces à travers le pays. Dans le Plan d'action, tous les étudiants partenaires se sont engagés à mettre en oeuvre les recommandations du Plan d'action sur leur propre campus.



[Descriptif de l'image: capture d'écran d'un article de presse qui dit «Student unions in Winnipeg join national effort to end sexual violence on campus».]

21 OCTOBRE 2017

FORUM CULTUREL DU CONSENTEMENT DE TERRE-NEUVE

La présidente nationale de À notre tour, Caitlin Salvino, a été invitée à animer un atelier dans le cadre du Forum culturel de la Fédération des étudiant.e.s du Canada — Terre-Neuve-et-Labrador avec les étudiant.e.s de l'Université Memorial de Terre-Neuve. L'atelier a été axé sur l'abaissement de la politique en matière de violence sexuelle de la MNU et sur les moyens de plaider en faveur de réformes intersectorielles centrées sur les victimes.



[Descriptif de l'image: photo de la présidente nationale de OurTurn, Caitlin Salvino, entre deux membres de la Fédération canadienne des étudiantes et étudiants - Terre-Neuve-et-Labrador. Elles tiennent des exemplaires du plan d'action national OurTurn.]

19 JANVIER 2018

ENQUÊTE DE LA CONDITION FÉMININE SUR LA VIOLENCE SEXUELLE AU POST- SECONDAIRE

Condition féminine a invité trois membres de À notre tour à participer à une séance de consultation et de rétroaction sur le tout premier sondage national de Statistique Canada sur la violence sexuelle sur les campus.

9 MAI 2018

LANCEMENT DE LETTRE OUVERTE DE L'UOIT

La coalition UOIT We Believe Survivors, en partenariat avec À notre tour, publie une lettre ouverte avant la réunion de son conseil des gouverneurs, demandant 7 réformes de la politique centrées sur les survivants lors de son examen. Elle a été soutenue par 8 groupes d'étudiants¹⁵.

22 JUIN 2018

AJOUT AU COMITÉ CONSULTATIF FÉDÉRAL DE LA CONDITION FÉMININE SUR LA VIOLENCE SEXISTE

Caitlin Salvino, ancienne présidente de À notre tour, est invitée à faire partie du comité du gouvernement fédéral chargé de conseiller Condition féminine Canada sur les programmes de lutte contre la violence fondée sur le genre. Elle est la plus jeune membre nommée à ce comité.



[Descriptif de l'image: Photo d'un livret et d'une pancarte du comité consultatif Status of Women - Gender-Based Violence Advisory]

29 MARS 2018

A ÉTAIT CONSULTER SUR LA LOI C-65 AVEC LA SÉNATRICE MARILOU MCPHEDRAN



[Descriptif de l'image: Photo de la présidente de OurTurn, Caitlin Salvino, et de la sénatrice Marilou McPhedran qui tiennent une version papier du projet de loi C-65.]

28 MAI 2018

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE OURTURN

Au cours de la fin de semaine du 28 mai, la nouvelle équipe 2018-2019 venant de partout au pays s'est réunie à Ottawa pour suivre des formations et planifier des stratégies de mobilisation pour l'année suivante.

NOVEMBRE 2018

LA ÉPCC ASSISTE À PLUSIEURS CONSULTATIONS POUR CONDITION FÉMININE

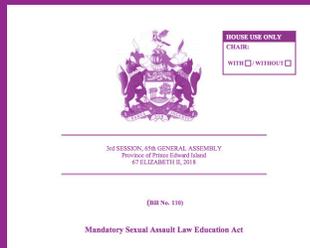


[Descriptif de l'image : Photo de deux de nos coordonnatrices, Tia Wong et Anne Moreau, lors d'une consultation sur la condition féminine. Elles sourient toutes les deux]

4 DÉCEMBRE 2018

L'ÎLE-DU-PRINCE-ÉDOUARD ADOPTE UNE LÉGISLATION RELATIVE À LA VIOLENCE SEXUELLE SUR LES CAMPUS

À la suite d'appels de la part de À notre tour et d'autres groupes, l'Île-du-Prince-Édouard adopte une loi obligeant toutes les écoles postsecondaires à élaborer des politiques en matière de violence sexuelle.



[Descriptif de l'image : image du projet de loi no 110 de l'Île-du-Prince-Édouard, le Mandatory Sexual Assault Law Education Act.]

12 JANVIER 2019

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DU BCFS

Caitlin et Connor de la ÉPCC animent un atelier sur les meilleures pratiques en matière des politiques contre la violence sexuelle.



[Descriptif de l'image: Photo de deux de nos coordonnatrices animant un atelier avec des associations étudiantes en Colombie-Britannique.]

1 NOVEMBRE 2018

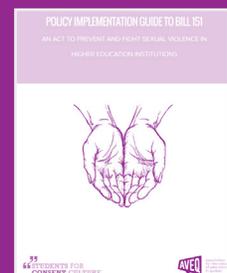
OURTURN DEVIENT ÉPCC

ÉTUDIANT.E.S POUR UNE CULTURE DU CONSENTEMENT

[Descriptif de l'image : Graphique d'Étudiant.e.s pour une culture du consentement Canada.]

27 NOVEMBRE 2018

LA ÉPCC ET AVEC CO-PUBLIE UN GUIDE POUR LES INTERVENANTS ET MILITANTS ÉTUDIANTS SUR LE PROJET DE LOI 151 AU QUÉBEC¹⁷



[Descriptif de l'image : graphique du guide d'implantation du projet de loi 151]

Mouvement étudiant transnational

42 syndicats et organisations d'étudiants dans 8 provinces représentant près de 650 000 étudiants ont signé ou utilisé le Plan d'action national À notre tour.

Colombie Britannique

1. UBC AMS
2. BCFS
3. UFV SUS
4. VIUSU
5. CCSS

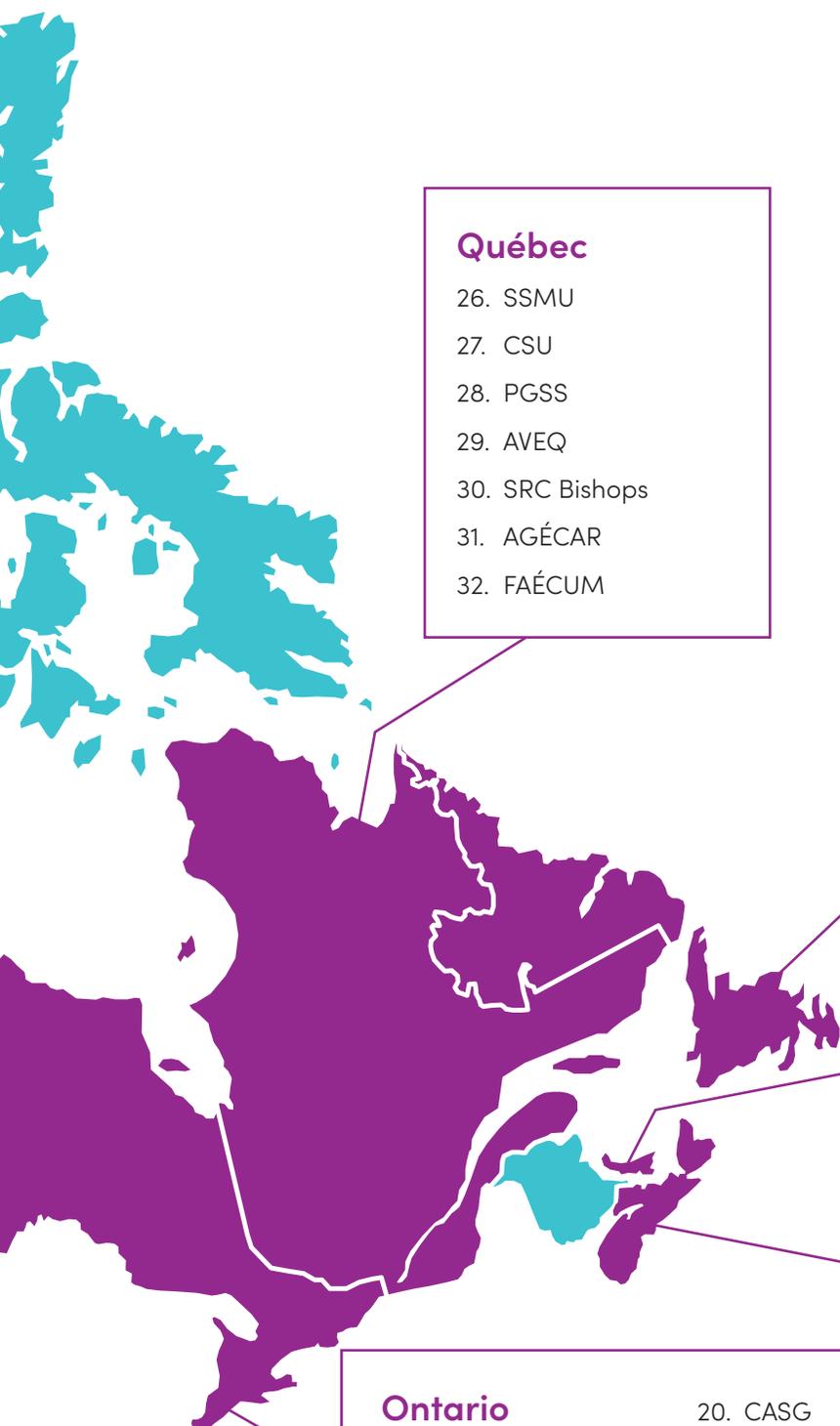
Saskatchewan

6. URSU
7. RPIRG
8. À notre tour Regina
9. U de R Centre de femmes

Manitoba

10. UWSA
11. UM GSA
12. UMSU
13. CFS MB
14. BUSU

Vous pouvez trouver un glossaire lexique sur les acronymes dans appendice D



Fédéral

42. CASA

Québec

- 26. SSMU
- 27. CSU
- 28. PGSS
- 29. AVEQ
- 30. SRC Bishops
- 31. AGÉCAR
- 32. FAÉCUM

NL

- 39. MUNSU
- 40. CFS NL
- 41. MUN GSU

Île-du-Prince-Édouard

- 37. UPEISU
- 38. UPEI À notre tour

Nouvelle-Écosse

- 33. DSU
- 34. Students NS
- 35. X Resist - St. FX
- 36. St FX Peer Support Program

Ontario

- | | |
|---------------------------|---|
| 15. LUSU | 20. CASG |
| 16. À notre tour Carleton | 21. SFUO |
| 17. CUSA | 22. UTSU |
| 18. RRRRA | 23. CESAR |
| 19. ASSC | 24. OUSA |
| | 25. UOIT We Believe Survivors Coalition |

La carte de pointage des campus sur les politiques traitant de la violence sexuelle

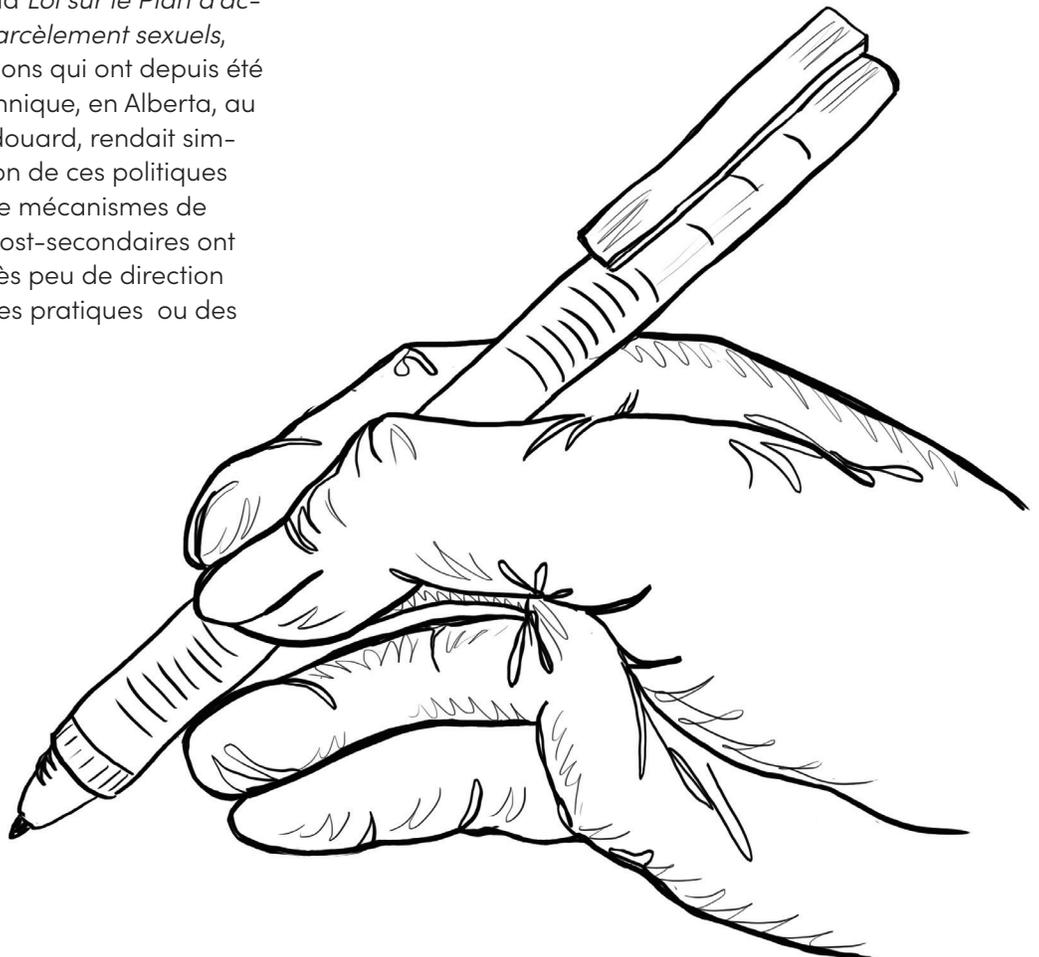
Lorsque le Plan d'action national de À notre tour a d'abord été publié, les médias nationaux et provinciaux ont mis l'accent principalement sur les notes attribuées aux politiques. C'est compréhensible puisque cela constituait un reportage captivant : des étudiants attribuant une note à leur institution pour leur réaction à la violence sexuelle. Nous cherchions à combler une lacune dans les connaissances guidant les meilleures pratiques dans l'adoption des politiques sur les campus.

Lorsque l'Ontario est devenue la première province à rendre obligatoire l'adoption de politiques traitant de la violence sexuelle dans les institutions post-secondaires en 2016, très peu d'information a été circulée sur le contenu de ces politiques. Le Projet de loi 132 de l'Ontario, la *Loi sur le Plan d'action contre la violence et le harcèlement sexuels*, semblable à d'autres législations qui ont depuis été adoptées en Colombie-Britannique, en Alberta, au Québec et à l'Île du Prince Édouard, rendait simplement obligatoire la création de ces politiques sans imposer de normes ni de mécanismes de surveillance. Les institutions post-secondaires ont adopté ces politiques avec très peu de direction et sans exemples de meilleures pratiques ou des mécanismes de surveillance.

À ses débuts, la carte de pointage a été envisagée comme une liste de contrôle des clauses à inclure ou exclure de ces politiques traitant de la violence sexuelle. Pour donner suite à l'ensemble de nos recherches et de nos consultations, nous avons établi quelque 45 différentes recommandations de ce qui devrait et ne devrait pas être inclus dans les politiques traitant de la violence sexuelle sur les campus.

Nous souhaitons faire de cette carte de pointage un outil pour évaluer les politiques pour identifier les défauts. Nous avons cherché à fournir des outils aux étudiant.e.s pour assurer que les étudiant.e.s et survivant.e.s mènent ce discussion.

*[Descriptif de l'image:
Image dessinée à la
main style croquis d'une
main tenant un crayon
comme si elle écrivait]*



Imperfections de la carte de pointage

Nous avons toujours déclaré ouvertement que la carte de pointage contient des imperfections. À titre de méthode de notification centralisée, il était impossible de l'adapter aux nuances particulières et besoins distincts entre des campus en milieu rural plutôt qu'urbain, petits plutôt que grands. Le critère établissant si les institutions ont reconnu les effets multidimensionnels de la violence sexuelle ne révèle pas si elles prennent des démarches réelles pour soutenir les étudiants appartenant à des groupes marginalisés cibles de violence sexuelle, au-delà d'une déclaration en préambule ou d'une section offrant des définitions. Dans le cas d'institutions qui se sont vu attribuer une note « plus élevée » (par exemple B+ ou plus), nos partenaires au sein de leur association étudiante nous ont révélé que les administrateurs se sont servis de leur « meilleur » score pour justifier un refus de réformer ou amender les politiques de leur institution. En toute circonstance, ces associations ont déclaré que la carte de pointage était tout de même un outil fort utile pour mettre en lumière les sections de leurs politiques pour lesquelles elle puisse revendiquer des amendements.

Enfin, notons que la carte de pointage est fondée uniquement sur le langage que l'on retrouve directement dans la politique : nous n'avons pas accordé des points pour des démarches que les institutions ont déclaré faire sans toutefois les mentionner dans leur politique (par exemple, des règlements de protection contre le viol inscrits directement dans la politique, par opposition à une déclaration des administrateurs à l'effet qu'ils s'abstiendraient lors d'une enquête, de questionner une personne ayant survécu une agression sur ses antécédents sexuels). La carte de pointage n'est pas conçue pour identifier les instances d'échec de mise en œuvre des politiques, soit lorsque les institutions manquent à leur obligation de respecter la lettre de leurs propres politiques, résultant en des dommages incalculables pour les personnes ayant survécu une agression qui entament une procédure de plaintes, ce qui se distingue entièrement de notre système de pointage.

Répercussions d'un côté à l'autre du pays

En dépit de ces imperfections, la carte de pointage À notre tour sur les politiques de violence sexuelle sur les campus a connu un immense succès sur les campus d'un côté à l'autre du pays, résultant en grande partie des efforts d'incroyables leaders étudiant.e.s et survivant.e.s. Son usage se fait sentir bien au-delà des 14 campus inclus dans le rapport initialement. Tout au long de 2017 et 2018, À notre tour a figuré dans quelque 115 articles en sus d'innombrables entrevues. Nous avons écouté des étudiants, des personnes ayant survécu une agression et des défenseurs communautaires nous rapporter qu'ils ont utilisé la carte de pointage pour militer en faveur de changements dans les politiques de leur campus. Bien qu'il n'ait toujours été d'abord et avant tout conçu en tant qu'outil pour les étudiants, des responsables gouvernementaux et des administrateurs d'institutions académiques post-secondaires nous ont confirmé avoir utilisé le Plan d'action national À notre tour pour les guider dans leurs efforts de développement de leurs politiques, de la législation provinciale et fédérale, ou guides de rédactions de politiques.



[Descriptif de l'image : capture d'écran d'un article qui dit «U of T's sexual violence policy receives C grade from student organization.»]

Reclassement des politiques

Le cas de l'Université Dalhousie

Certains des efforts les plus réussis en matière de réforme des politiques ont eu lieu à l'Université Dalhousie. Résultant des efforts tout au long de l'année de Masuma Asad Khan (Vp affaires externes), Aaron Prosper (Président), Shannon Pringle (équipe de soutien aux personnes ayant survécu une agression) et d'autres de l'association étudiante de Dalhousie, en collaboration avec les membres de l'administration et employés de l'Université, la Politique sur la violence sexualisée de Dalhousie a été entièrement refondue. La politique est passée d'une note de D+ (57%) à A+ (91%), devenant l'une des plus haute au Canada. Cela inclus des réformes visant à couvrir les activités hors campus et les placements en milieu de travail, l'inclusion de règlements de protections contre le viol et de protections lors de face à face, ainsi que la possibilité de soumettre des plaintes anonymes et par des tiers. Il est important de prendre en note, par contre, qu'un A+ ne garantit pas que la politique sera bien implantée pour éviter de traumatiser à nouveau les survivant.e.s. Les efforts des représentant.e.s étudiant.e.s à Dalhousie ont entraîné des changements importants qui donneront aux survivant.e.s un document auxquelles ils/elles pourront se référer pour des années à venir. Nous devons toutefois nous assurer que l'Université Dalhousie s'en tient à ce qui est écrit dans sa politique et suit l'implémentation correctement.

“

[l'administration de l'université] compte sur nous pour ne pas être préparés. La carte de pointage À notre tour nous a permis d'être préparés et de former un front uni.

D+ → A+
57% → 92%

- Masuma Asad Khan

Vice-présidente affaires externe à la DSU



[Descriptif de l'image: Image dessinée à la main style croquis de cinq individus qui tiennent avec enthousiasme un document papier devant un grand panneau sur lequel est écrit «Dalhousie University».]

La politique de l'université Dalhousie

	Original (2012)	Mis à jour (2018)
Général		
Existence d'une politique couvrant la VS (+12)	12	12
Existence d'une politique autonome (+6)	3	6
Politique accessible - en ligne (+2)	2	2
Politique accessible - Un seul document (+2)	0	2
Processus de plainte clairement défini nécessite un processus détaillé et clairement défini (+2)	2	2
Présence de mécanismes de statistiques et de reportage (+2)	0	2
Capacité de déclarer à l'externe au système de justice pénale et / ou au tribunal des droits de la personne (+2)	2	2
N'inclut pas la possibilité de suspendre la plainte si la plaignante sollicite l'aide du système de justice pénale (+2)	2	0
Renouvellement et révision de la politique (+4 si annuelle / tous les 2 ans OU révision après la 1ère année suivie tous les 3, +3 si révision tous les 3 ans, +2 si révision tous les 4 ans, +1 si révision tous les 5 ans)	0	4
Périmètre		
Les professeurs et le personnel sont traités sous la même (politique de violence sexuelle) PVS que les étudiants (+4)	4	4
Définit le consentement de manière efficace - reconnaît l'impact des drogues / de l'alcool, les relations de pouvoir, la révocation du consentement, le consentement ne peut pas être supposé, ne peut pas être obtenu par la contrainte ni les menaces (+ 5)	5	5
Couvre les visiteurs et les anciens élèves (comprendrait toute mention spécifique de la capacité d'interdire les visiteurs et les alun du campus et n'a pas d'ordres de contact) (+2)	1	2
Veille à ce que les plaintes ne soient pas suspendues si le défendeur met fin à sa relation avec l'école (c.-à-d. Transfert ou abandon) (+2 points)	2	2
Couvre les activités du campus qui entravent la capacité de vivre et d'apprendre sur le campus (+1)	0	1
Couvre l'activité en ligne (+1)	1	1
Couvre l'activité furtive (+1)	0	1
Couvre explicitement les placements en coopération et en stage (+1)	0	1
Composition du ou des dirigeants		
Présence d'un tiers indépendant siégeant le comité de révision (+2)	0	0
Présence de représentants étudiants siégeant le comité de révision (+2)	0	2
Exige explicitement une formation de sensibilisation à la violence sexuelle (+2)	2	2
Présence d'un enquêteur indépendant (+2)	2	2
Processus de plainte formel et informel		
Présence de mécanismes judiciaires informels et réparateurs (+1 pour une justice informelle et +1 pour une justice réparatrice)	1	2
Protections explicites pour les victimes de viol - interdiction de poser des questions sur les antécédents sexuels (+2)	0	2
Présence de protections face à face (+2)	0	2
Présence d'une clause d'immunité spécifique sur la consommation de drogue et d'alcool (+2)	0	0
Mention explicite que toutes les sanctions ordonnées contre le défendeur seront portées à la connaissance du survivant (+2)	2	2
Délais clairement définis pour le traitement des plaintes (+2)	2	2
Mesures provisoires (+1 pour l'existence et +1 pour une position explicitement centrée sur le survivant)	1	2
N'inclut aucune section contenant des affirmations frivoles (+2)	0	2
Possibilité d'avoir une personne de confiance présente (+1)	1	1
Présence d'une clause sur les conflit d'intérêts (+1)	0	1
N'inclut aucune clause limitative ou dérogoire (+2)	2	2
Présence de protection contre les représailles (+1)	1	1
Possibilité de soumettre des plaintes anonymes et de tiers (+2)	0	2
N'inclut aucun délai pour déposer une plainte formelle après un incident (+2)	0	2
N'inclut en aucune circonstance de tentative de bâillonnement (+2)	0	2
Processus d'appel (+1 possibilité de faire appel et +2 de faire appel à un organisme externe non administratif)	1	1
Éducation		
Création d'un comité de prévention, d'éducation et de soutien (+1)	0	1
Met en évidence les services de soutien disponibles pour les survivants (+2)	2	2
Financement engagé aux programmes de soutien (+1)	1	1
Met en évidence les programmes de prévention sur le campus (+1)	0	1
Services disponibles sur le campus qui sont spécifiques à la violence sexuelle (+1)	1	1
Intersectionnalité reconnue (+2)	2	2
Mention de la culture du viol (+2)	0	2
Mention d'accommoder les besoins des survivants (+1)	1	1
RÉSULTAT TOTAL	57	92
COTE ALPHABÉTIQUE	D+	A+

Meilleures pratiques pour assurer le focus sur les survivant.e.s :

Par le biais de nos propres actions de revendication et en consultation avec les leaders étudiant.e.s impliqués dans le mouvement pour la réforme des politiques, nous avons réalisé que l'outil le plus puissant que les étudiants puissent utiliser pour militer en faveur du changement était la recherche. En particulier la réforme de politiques spécifiquement fondée sur des preuves, avec des exemples de meilleures pratiques d'autres politiques de lutte contre la violence sexuelle sur campus. Tout au long de l'année nous avons travaillé individuellement avec des groupes d'étudiants pour leur fournir le fruit de nos recherches sur diverses politiques, de même que des exemples de clauses spécifiques qu'ils souhaitaient ajouter à leurs propres politiques. Voici une liste de certaines des meilleures pratiques que nous avons recherchées durant l'année :

Pour une explication plus détaillée des meilleures pratiques, veuillez voir l'appendice D. Pour du soutien dans l'analyse de votre politique ou pour d'autres informations, veuillez contacter outreach@sfcccanada.org

À inclure :

✓ Une politique autonome et définie sur la violence sexuelle

Certains établissements mettent les procédures de violence sexuelle dans leurs documents disciplinaires. Il est important d'avoir un document séparé qui est adapté à adresser la violence sexuelle (un document qui prend en compte les traumatismes vécus et qui est centré sur les survivant.e.s).

- Ne passe pas le processus par le biais du Code de conduite de l'étudiant.
- Les exemples de politique autonome : La politique 131 de l'UBC sur **l'agression sexuelle et autre inconduite sexuelle**²⁰, et la politique d'Université de Lakehead sur **le réponse à la violence sexuelle et fondée sur le genre**²¹
- Exemple de politique (qui n'est) PAS indépendante (/autonome) : **La politique de McGill contre la violence sexuelle**²² et **la politique de prévention, d'éducation et de la réponse à la violence sexuelle de l'Université de Fraser Valley**²³

✓ Protections pour les victimes de viol

Un.e plaignant.e ne devrait pas avoir à subir un questionnement à propos de leur comportement sexuel antérieur à aucun moment durant une procédure de plainte formelle ou informelle.

- **Politique de violence sexuelle de UOIT (2016), section 15:**²⁴

« Les étudiant.e.s qui peuvent avoir été victimes de violence sexuelle ont le droit [...] d'être protégé.e.s contre les questions non pertinentes telles que celles liées aux antécédents sexuels ou à l'expression sexuelle. »

✓ Droit aux processus externes ainsi que institutionnels

La capacité de signaler une expérience à un établissement postsecondaire et à un corps externe (comme la police) ne devrait pas être suspendue à cause d'autres procédures.

→ **Politique de Carleton sur la violence sexuelle (2016), article 8.1:**²⁵

« Cette politique et le processus formel de plainte n'empêchent ni ne découragent une personne de signaler également des violences sexuelles à la police et de porter plainte pour violences sexuelles devant le système de justice pénale et / ou de porter plainte pour harcèlement sexuel avec le Tribunal ontarien des droits de la personne en vertu du Code des droits de la personne de l'Ontario. »

✓ Formation obligatoire sur la sensibilisation à la violence sexuelle pour les décideurs

Les individus impliqués dans la réception de plaintes de violence sexuelle qui ont à décider de leurs résultats doivent recevoir une formation sur la violence sexuelle et sur les approches informées par les traumatismes vécus.

→ **Politique de Ryerson sur la violence sexuelle (2016), Section 3 (a) (v):**²⁶

« Le personnel impliqué dans le processus de prise de décision sera formé à son rôle par moyen de procédures informées des traumatismes et de l'impact des identités sur la violence. Ce personnel comprend le personnel des services de défense des droits de l'homme et d'autres bureaux intervenant dans des affaires de violence sexuelle, ainsi que les enquêteurs et les décideurs. »

✓ Délai raisonnable

Les délais devraient permettre une bonne enquête et la mise en place d'accommodations, mais ne devraient pas être inutilement longs. Nous recommandons que l'enquête suite à une plainte formelle évaluées à l'interne n'excède pas un délai de 45 jours, celles évaluée à l'externe un délai de 90 jours, et un délai de 48 heures pour que des accommodations immédiates soit mises en place.

→ **Politique de Dalhousie sur la violence sexuelle (BROUILLON) (2018), F:5(2):**²⁷

« Quand c'est possible, l'enquête, y compris la soumission du rapport d'enquête, sera terminée dans les 60 jours civils suivant la réception des documents par l'enquêteur, conformément à la section F5.2a v) de la présente politique. »

✓ Protection des face-à-faces pour les survivants

Le/la plaignant.e ne devrait pas avoir à être présent.e au même lieu et en même temps que le/la répondant.e tout au long de la procédure. Des arrangements alternatifs devraient être faits à la procédure pour s'assurer de ceci.

→ **Politique de violence sexuelle UOIT (2016), Section 34:**²⁸

« Lorsque le processus de résolution informelle implique le répondant, le travailleur de soutien prendra les mesures nécessaires pour que les circonstances de toute réunion protègent de manière appropriée la dignité du plaignant par le biais d'accommodements qui lui permettront de continuer à participer. Les accommodements à considérer peuvent inclure: fournir des salles séparées avant la rencontre; moyens alternatifs de participation tels que par téléphone, vidéo, réponses et déclarations préenregistrées; la possibilité d'obtenir un soutien et une représentation au procès; et autres accommodements appropriés. »

✓ La reconnaissance de la principe d'intersectionnalité

Les politiques doivent être explicite que les personnes plus marginalisés sont plus vulnérables à les expériences de la violence sexuelle, et que le travail contre la violence sexuelle sur les campus doivent répondre à ça.

→ **L'université de Victoria Politique pour le prévention de la violence sexuelle (2017), S.3:**²⁹

« Quelques groupes des personnes ou individus ont les expériences avec la violence sexuelle plus fréquents. Chaque effort à répondre à la violence sexuelle doit être fondée dans une connaissance de la principe d'intersectionnalité, et que les expériences de chaque personne va être touché par les facteurs notamment (mais non-exclusivement) la sexe, genre, sexualité, stus de la famille, origine ethnique, langage, abilité, foi, age, status financial, rendement académique, et leur position dans les hierarchies et structures de l'université. »

✓ Portée – hors campus / en ligne / visiteurs

Les politiques doivent inclure une procédure pour les étudiants impliqués dans des programmes de placement professionnel, des stages et des activités en ligne, et des procédures doivent être en place pour les plaintes déposées contre des visiteur.e.s de l'établissement.

→ **Politique de violence sexuelle Carleton (2016), Section 3:**³⁰

« Cette politique s'applique à tous les membres de la communauté universitaire (tels que définis ci-après), qu'ils soient dans le milieu d'apprentissage, de vie ou de travail de l'Université, sur ou hors campus, ou en interaction par le biais de médias sociaux ou électroniques [...] »

→ **Procédures pour le harcèlement et les préoccupations d'agression sexuelle pour l'ensemble des membres de l'Université Memorial, (2018), Section 2.8:**³¹

« Toute préoccupation ou plainte relative à une forme de harcèlement sexuel à l'encontre d'une personne ne faisant pas partie de l'université doit être signalée au conseiller. Lorsqu'une plainte est déposée contre une personne de l'extérieur de l'université, le conseiller déterminera, en consultation avec le plaignant, les mesures appropriées à prendre. Le conseiller peut également demander conseil. Le harcèlement sexuel commis par une personne venant de l'extérieur de l'université peut entraîner la suspension de privilèges, tels que l'accès au campus ou toute autre mesure appropriée. »

✓ Divulgations / plaintes anonymes et de tiers

L'établissement devrait avoir en place des mécanismes qui permettent l'anonymat et les plaintes de tierces personnes.

→ **Politique de l'Université de Toronto sur la violence sexuelle et le harcèlement sexuel, Section 85 et 86:**³²

« 86. Une allégation de violence sexuelle faite par une personne autre que le plaignant peut également être signalée à l'Université. Cependant, la capacité de l'Université à traiter l'allégation dépendra d'un certain nombre de facteurs concernant les informations disponibles et de la décision du plaignant de participer ou non à un processus universitaire. »

« 85. Il peut arriver qu'une allégation de violence sexuelle soit rapportée à l'université de manière anonyme. L'université pourra traiter les allégations dépendamment d'un nombre de facteurs, notamment l'information disponible permettant de corroborer l'allégation et de permettre une procédure équitable. »

✓ Mesures provisoires axées sur le survivant

L'établissement devrait prioriser les besoins des plaignants pour prévenir davantage de traumatismes et de perturbations.

→ **Politique de l'OCAD sur la prévention et la réponse à la violence sexuelle et basée sur le genre (2016), Section 6.2.**³³

« Un rapport de violence sexuelle à l'université peut entraîner une ou plusieurs des mesures et résultats suivants:

- Un plan de sécurité pour le plaignant;
- Un soutien pour signaler l'incident à la police;
- Une communication claire au répondant que le le comportement est importun et doit cesser;
- Mesures visant à protéger le plaignant au cours de tout processus interne ou externe, y compris les mesures provisoires imposées au défendeur;
- Mesures visant à protéger la communauté universitaire dans les situations où un risque est déterminé, y compris les mesures provisoires imposées au défendeur. »

✓ Prévention, formation, culture du viol et intersectionnalité

L'établissement doit s'engager à la prévention et aux initiatives de formation, à combattre la culture du viol et à reconnaître et adopter des principes d'intersectionnalité.

→ **Politique de l'Université Ryerson sur la violence sexuelle (2016), Section V (2).**³⁴

« Le Bureau d'appui et d'éducation en matière de violence sexuelle travaillera avec des partenaires sur et hors campus [...] pour élaborer une stratégie annuelle d'éducation comprenant des campagnes, des sessions de formation, des ateliers, des ressources imprimées et en ligne, des programmes et des événements sur des thèmes variés liés à la violence sexuelle sur le campus. Ces campagnes porteront sur des thèmes tels que la culture du viol, la culture du consentement, la sensibilisation aux agressions sexuelles, la recherche de soutien, les ressources pour les survivantes, des conseils et ressources pour les premiers intervenants, etc. Le public de ces efforts comprendrait des employés, des étudiants et des visiteurs de notre campus [...] Les facultés et départements sont encouragés à inclure une éducation sur la culture du viol et à la violence sexuelle dans les supports de cours et les programmes d'études, le cas échéant. Ils sont également encouragés à faire appel à des animateurs formés qui abordent ces sujets avec délicatesse, qui ont les compétences nécessaires pour réagir de manière appropriée aux divulgations et à ceux qui pourraient être provoqués par le contenu du matériel ou des discussions qui en résultent. »

À ne pas inclure :

× Ne PAS inclure de section pour plaintes frivoles

Les politiques ne devraient pas avoir des clauses qui permettent à l'établissement de poursuivre des procédures disciplinaires contre les plaignant.e.s.

→ **Politique sur la violence sexuelle à Collège Camosun (2017), section 4.8.**³⁵

« Les plaintes pour mauvaise foi: quelqu'un qui délibérément dépose une plainte de mauvaise foi va être en violation de la Politique de la conduite étudiant, le Standard de la conduite, ou les autres politiques du collège pertinent, et peuvent être sujet des mesures disciplinaires. »

× Ne PAS inclure de date limite pour déposer une plainte

Les politiques ne devraient pas inclure de limites de temps pour déposer une plainte, car plusieurs survivant.e.s ne déposent pas leurs plaintes immédiatement.

→ **Procédures pour le harcèlement et les préoccupations d'agression sexuelle pour l'ensemble des membres de l'Université Memorial, (2018):**³⁶

« Pour faire une demande d'enquête, le plaignant doit remplir, signer et déposer les [formulaire] auprès du conseiller, normalement dans les douze (12) mois suivant l'incident ou dans les douze (12) mois suivant le moment où le plaignant a eu raisonnablement connaissance de l'incident. Les événements antérieurs à la période de douze (12) mois peuvent être référencés si l'incident ou les incidents sont pertinents et font partie d'une série d'incidents. Le conseiller tient la discrétion de prolonger le délai au-delà des douze (12) mois civils de l'incident. »

× Ne PAS inclure de bâillon ni de section de confidentialité indéfinie

Les politiques ne devraient ni faire taire les survivant.e.s ni limiter leurs capacités de partager leurs expériences.

→ **Politique de Acadia contre le harcèlement et la discrimination (2007), Section F.1.5:**³⁷

« Tous les membres de la communauté universitaire impliqués dans toute procédure en vertu de cette politique sont tenus de respecter la confidentialité. Une atteinte à la confidentialité est un mauvais service pour le plaignant ainsi que le défendeur. »

→ **Politique de Carleton sur la violence sexuelle (2016), Section 8.5 (b):**³⁸

« Afin de garantir l'équité procédurale lorsqu'un processus de plainte officiel est en cours, le plaignant, le défendeur et les autres ayant possiblement connaissance de l'affaire, y compris une personne de soutien, doivent maintenir la confidentialité conformément à la présente politique, et ne peuvent pas faire de déclarations publiques (par exemple: médias, déclarations publiques et / ou sur les médias sociaux) pouvant compromettre le bon traitement de l'affaire. »

× Ne PAS inclure de clause d'exception

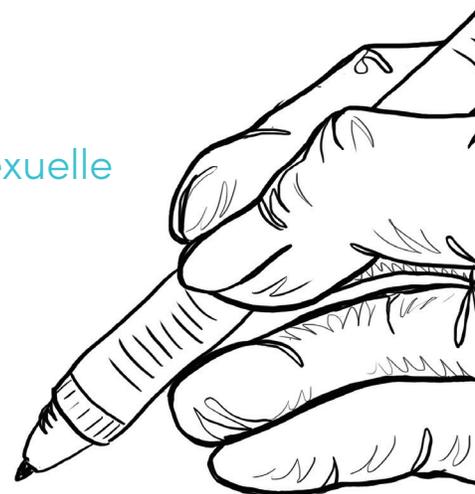
Les politiques ne devraient ni permettre des exceptions aux procédures ni de suspendre les procédures pour aucun cas ou pour aucun individu.

→ **Politique de l'Université d'Ottawa 67b (2016), Section 9.3:**³⁹

« Une exception à cette politique ne sera considérée par le président que dans des circonstances rares ou imprévues. Aucune exception ne peut être faite à cette politique sans l'approbation écrite du président. »

Résumé de la liste de contrôle des politiques

- ✓ Politique de violence sexuelle autonome et définie
 - ✓ Protections pour les victimes de viol
 - ✓ Droit aux processus externes ainsi que institutionnels
 - ✓ Formation obligatoire sur la sensibilisation à la violence sexuelle pour les décideurs
 - ✓ Délais
 - ✓ Protections des face-à-faces
 - ✓ Reconnaissance intersectionnelle de la violence sexuelle
 - ✓ Portée – hors campus / en ligne / visiteurs
 - ✓ Tiers enquêteur
 - ✓ Clause d’immunité
 - ✓ Divulgations / plaintes anonymes et de tiers
 - ✓ Mesures provisoires axées sur le survivant
 - ✓ Prévention, formation, culture du viol et intersectionnalité
-
- × Ne **PAS** inclure de section pour plaintes frivoles
 - × Ne **PAS** inclure de date limite pour déposer une plainte
 - × Ne **PAS** inclure de bâillon ni de section de confidentialité indéfinie
 - × Ne **PAS** inclure de clause d’exception



[Descriptif de l'image:
Image dessinée à la
main style croquis d'une
main tenant un crayon
comme si elle écrivait]

Pour un modèle de comment évaluer sa propre politique, voir appendice D

Conséquences au-delà de la carte de pointage

La carte de pointage a eu de nombreux impacts tant au niveau des campus qu'aux niveaux provincial et fédéral, suscitant une conversation sur les meilleures pratiques et un appel pour les mettre en oeuvre.

Campus

Formation d'égal à égal contre la violence sexuelle - À notre tour Carleton et l'Association CUSA

La division À notre tour Carleton a offert avec succès de la formation à plus de 1 500 étudiant.e.s sous-gradués à l'Université Carleton, incluant des étudiants dirigeants de clubs et sociétés, de même que des étudiants en liens avec les fraternités et sororités. L'association des étudiants de l'Université Carleton (CUSA) a adopté une motion en mai 2017 approuvant un projet pilote par lequel À notre tour Carleton dispenserait une formation de prévention et de soutien de la violence sexuelle aux clubs et sociétés membres de la CUSA. Dans le cadre de ce projet pilote, les clubs et sociétés seraient requis d'inscrire au moins 5 membres à la formation À notre tour, en tant que conditions pour l'accès à leur financement pour le semestre. En août 2018, le Conseil de CUSA a voté en faveur de continuer la relation entre les clubs et sociétés et À notre tour Carleton.

Les Survivants s'expriment

À notre tour Carleton a également soutenu le Centre des femmes de la CUSA dans sa mise en oeuvre du premier (et deuxième et troisième et quatrième!) événement les Survivants s'expriment. Ces événements permettent aux personnes ayant survécu à la violence sexuelle de partager leur expérience par le biais de différentes expressions artistiques, notamment la poésie parlée, les arts visuels et la musique.

Que portiez-vous

Un autre exemple d'un événement de soutien aux survivants sur les campus est une exposition Que portiez-vous, comme celui qui était organisé par À notre tour UPEI en mars 2018 et septembre 2018⁴⁰. Souvent, quand les survivantes divulgent leurs expériences, elles sont demandées "que portiez-vous?" qui est une expression de la culture de viol. Cette exposition veut démontrer comment ce que vous portez n'a rien à faire à les expériences de la violence sexuelle.



[Descriptif de l'image: Image dessinée à la main style croquis. L'image est en noir et blanc. L'image est de des vêtements dans un placard.]

Provincial

L'un des principaux objectifs inattendus de notre travail au cours de la dernière année a été la défense des intérêts au niveau provincial. À l'époque de la publication du Plan d'action a d'abord été publié, l'Ontario, la Colombie-Britannique et le Manitoba disposaient de législations exigeant que toutes les institutions post-secondaires mettent en place des politiques traitant de la violence sexuelle. À présente date, le Québec et l'Île du Prince Édouard ont également adopté de semblables législations. De plus, la Nouvelle-Écosse a fait de la création de politiques traitant de la violence sexuelle sur les campus une condition d'octroi de financement post-secondaire additionnel, dans son Mémorandum d'accord de 2016 à 2019 avec ses institutions académiques.

Bien que les gouvernements provinciaux aient été bien intentionnés lors de la création d'une loi imposant des politiques en matière de violence sexuelle sur les campus, ils ne comprenaient pas que le problème fût nuancé et qu'il convenait d'inclure des clauses significatives qui protégeraient les survivant.e.s qui voudraient porter plainte en vertu de ces politiques. Le gouvernement a toujours trop fait confiance aux institutions et aux administrateurs qu'ils agissent comme il convient et aillent au-delà de ce qui est explicitement écrit dans la législation. La législation n'a pas fourni de mécanismes adéquats permettant au gouvernement de documenter et de tenir les institutions responsables en cas de violation des droits des survivant.e.s qui s'engageraient dans un processus de redressement institutionnel.

En réponse à ces lacunes, nous avons élaboré un ensemble de normes minimales que nous nous sommes engagés à défendre au niveau provincial avec des partenaires dans tout le pays. En plus des normes minimales, nous avons plaidé en faveur de la création de processus de responsabilisation et de réformes de la législation sur la protection de la vie privée, afin de promouvoir le bien-être et les droits des survivant.e.s.

Parmi toutes les structures législatives et de mémorandum actuellement en vigueur, nous avons décelé des lacunes récurrentes :

1. **Absence de normes standardisées**
2. **Mécanismes de surveillance non existants**

[Descriptif de l'image: Image dessinée à la main style croquis de trois individus qui tiennent des affiches devant le pavillon des arts de l'Université McGill sur lesquelles est écrit "STOP RAPE CULTURE NOW", "WE BELIEVE SURVIVORS", et "INTERSECTIONALITY IS A MUST!"]



Normes minimales

Nous recommandons les 11 normes minimales suivantes pour toutes les politiques des universités afin de respecter les lois provinciales:

1. Une politique autonome définie en matière de violence sexuelle
2. Droit aux procédures pénale et institutionnelle
3. Formation obligatoire sur la violence sexuelle pour les décideurs
4. Protections des victimes de viol
5. Protections des rencontres face à face
6. Délai
7. Protections de bâillons
8. Portée plus large
9. Information des sanctions
10. Représentation étudiante dans les comités
11. Période de révision de 2 ans

Pour un breakdown de chaque norme minimale, voir appendices C et D

Mécanismes de surveillance

Les gouvernements provinciaux DOIVENT créer un organisme de surveillance indépendant chargé d'entendre les plaintes d'individus au sein d'établissements d'enseignement postsecondaire, qui estiment que leur sécurité a été compromise et / ou que leurs droits ont été violés. Il doit exister un processus facilement accessible, permettant aux étudiants et aux victimes de violences sexuelles sur le campus de déposer une plainte contre leur établissement ou d'informer le ministre de la violation de leurs droits en vertu de la législation provinciale. Autrement, des situations comme celle que nous voyons actuellement au Québec peuvent se produire, où des institutions violent la loi, mais il n'existe aucun moyen clair pour la province de pouvoir appliquer la loi, rendant ses défauts incroyablement évidents⁴¹.

L'absence de mécanismes de contrôle efficaces et accessibles crée une situation dans laquelle les institutions, quelle que soit leur intention, peuvent violer les droits et / ou compromettre la sécurité des survivants, sans sanction de la part de la province ni recours possibles pour ceux-ci. Il doit exister un processus en place, référencé dans la politique relative à la violence sexuelle de chaque campus, permettant à une personne de porter plainte en cas de violation. La théorie des traumatismes liés à la trahison nous montre que l'existence d'une politique médiocre et de procédures inadéquates finit par causer plus de tort émotionnel aux survivants, avec beaucoup de survivants affirmant que les procédures et les politiques de navigation et le manque de soutien causaient plus de dommages psychologiques que l'assaut lui-même⁴².

Les lois provinciales nous permettent de nous assurer que les politiques en matière de violence sexuelle sur les politiques créées sont aussi robustes et efficaces que possible.



Notre travail au niveau provincial

Colombie-Britannique

Janvier 2018 – Entrée en partenariat avec AMS de l'Université de Colombie-Britannique

Nous avons envoyé une lettre de commentaires au ministère de l'Enseignement supérieur, des compétences et de la formation de la Colombie-Britannique, proposant des réformes et des normes minimales et des mécanismes de surveillance pour le projet de loi 23, la Loi sur la politique en matière de violence sexuelle et d'inconduite.

Ontario

Mars 2018 – Rencontre avec la ministre Mitzie Hunter, ministre de l'Enseignement supérieur de l'Ontario

En partenariat avec OUSA et 19 groupes d'étudiants représentant plus de 150 000 étudiants ontariens, nous avons présenté une lettre demandant des normes minimales et des réformes des mécanismes de surveillance du projet de loi 132, la Loi sur le plan d'action contre la violence sexuelle et le harcèlement.

Québec

Décembre 2017 à mars 2018

En décembre 2017, nous avons envoyé une lettre ouverte au ministre de l'Enseignement supérieur du Québec en réponse à la publication du projet de loi 151 publié après que nous ayons témoigné à l'Assemblée Nationale à son sujet. Elle était signée par les représentants de 20 associations étudiantes et 327 étudiants de partout au Québec.

En avril 2018, nous avons écrit une autre lettre ouverte à la ministre de l'Enseignement supérieur du Québec, demandant la représentation d'étudiants au sein du comité chargé de créer le guide accompagnant le projet de loi 151, et incluant le soutien des membres du comité.

Nouvelle-Écosse

Mars 2018

Nous avons été invités à présenter au Comité de prévention de la violence sexuelle de la Nouvelle-Écosse pour les meilleures pratiques en matière de politiques sur la violence

sexuelle sur les campus, alors qu'il cherche à créer un guide pour les établissements d'enseignement postsecondaire en Nouvelle-Écosse

Île-du-Prince-Édouard

Janvier 2018 à octobre 2018

En février 2018, nous avons écrit une lettre ouverte au premier ministre de l'Île-du-Prince-Édouard, signée par 23 organisations étudiantes et 213 étudiants individuels, exigeant la création d'une loi provinciale. Des membres du Comité national de À notre tour et de la section À notre tour de l'Université de l'Île-du-Prince-Édouard ont rencontré le gouvernement provincial à plusieurs reprises pour fins de consultation sur sa législation provinciale. Le 5 décembre 2018, le gouvernement provincial de l'Île-du-Prince-Édouard a adopté le projet de loi n° 110, Loi sur l'éducation aux lois en matière d'agression sexuelle obligatoire. Cette loi oblige toutes les institutions d'enseignement postsecondaire à élaborer des politiques sur la violence sexuelle sur les campus, qui sont révisées tous les trois ans.

Fédéral

En plus des impacts sur les campus et au niveau provincial, le plan d'action national Our Turn a influencé la politique fédérale en matière de violence sexiste. Grâce aux efforts que nous avons déployés pour faire entendre la voix des étudiants survivants dans le cadre des initiatives politiques fédérales :



Plan d'action national À notre tour est discuté à la Chambre des communes du Canada

Les députés Sheila Malcolmson et Anne Minh-Thu Quach ont présenté le Plan d'action national À notre tour à la Chambre des communes. Elles ont utilisé les constats du rapport pour interroger le premier ministre sur la création d'une stratégie nationale contre la violence sexuelle sur les campus.



Le Plan d'action national À notre tour influence le budget fédéral

Le budget fédéral de 2018 indiquait que: "Le gouvernement propose de fournir 5,5 millions de dollars sur cinq ans, à compter de 2018-2019, à Condition féminine Canada pour travailler avec les intervenants, y compris les provinces et territoires, en vue de l'élaboration d'un cadre national harmonisé pour assurer des approches cohérentes, globales et durables face à la violence sexuelle dans les établissements d'enseignement postsecondaire du pays. À partir de 2019, pour les campus universitaires et collégiaux qui n'appliquent pas les meilleures pratiques en traitement des agressions sexuelles, le gouvernement du Canada envisagera de retirer leur financement fédéral."⁴³

Le plan d'action national À notre tour a été cité dans de nombreux articles de presse comme une influence sur l'élaboration de cette proposition de budget.⁴⁴



Membre ajouté au Comité consultatif sur la violence sexiste pour Condition féminine Canada (maintenant le ministère des Femmes et de l'Égalité des genres)

L'ancienne présidente de À notre tour devenu Étudiant.e.s pour une culture de consentement au Canada (ÉPCC), Caitlin Salvino fut invitée à siéger le comité consultant le ministère des Femmes et de l'Égalité des genres sur la politique contre la violence sexiste. Elle est la plus jeune personne à siéger le comité.



Comité consultatif sur la stratégie nationale en matière de violence sexuelle sur les campus.

Le ministère des Femmes et de l'Égalité des genres a invité la ÉPCC à faire partie du comité consultatif créé dans le but d'élaborer un cadre national pour combattre la violence sexuelle dans les établissements d'enseignement postsecondaires, et afin de responsabiliser ces institutions à respecter les normes nationales adressant la violence sexuelle sur les campus.

ÉTUDIANT UNE CULTURE CONSENTEMENT

Présentation de ÉPCC

À la fin du mois de mai 2018, À notre tour était emballé de transitionner vers la nouvelle équipe et d'accueillir d'incroyables nouveaux organisateurs, de partout au pays. En prenant le temps de réfléchir sur ce que nous avons accompli et de nous pencher, avec notre nouveau groupe, sur le travail et les projets à entreprendre, il nous est apparu très clairement que ce travail - bien que très ancré dans les principes et l'esprit du Plan d'action - s'étalait bien au delà de la portée du rapport. Nous voulions nous assurer que l'organisation et son travail soit un reflet du coeur et du travail de ce groupe. C'est à ce moment que *Étudiant.e.s pour une culture du consentement / Students for Consent Culture Canada* a vu le jour. Au cours de l'été, nous avons évolué en une structure plus formelle, incorporée en tant qu'organisme sans but lucratif dotée d'un conseil d'administration. Finalement, le 1er novembre 2018, nous avons lancé ÉPCC / SFCC et nous sommes impatients de partager notre travail avec vous tous!

Étudiant.e.s pour une culture du consentement / Students for Consent Culture Canada est un organisme voué à la défense de la cause et à l'activisme intersectoriels et local contre la violence sexuelle sur les campus à travers le Canada, en servant de centre de ressources, d'outils et de mémoire institutionnelle auprès de laquelle les étudiants peuvent s'engager. Nous militons aux niveaux provincial et fédéral afin de créer de meilleures politiques, pratiques et mesures de responsabilisation pour protéger les étudiant.e.s survivant.e.s. Nous objectif principal et d'inspirer le développement de cultures de consentement, à la fois sur les campus et au sein de la société civile plus large partout au Canada. Nous sommes spécifiquement engagés dans une approche intersectionnelle, anticoloniale et progressive du travail contre la violence sexuelle, beaucoup d'entre nous ayant vécu les changements dans l'approche contre la violence sexuelle sur les campus d'avant et après #MeToo.

NT.E.S POUR TURE DU TEMENT

ÉPCC oeuvre dans trois volets principaux :



Le volet éducation

Sous la direction du Responsable avec l'assistance indispensable des Coordonnateurs, le volet éducation au sein de ÉPCC consiste en l'entretien et le développement de nos ressources en ligne sur les violences sexuelles, accessibles au grand public, le développement de formations, la création de supports d'éducation, de même que la rédaction et la publication de nos rapports de recherche utilisés pour soutenir nos mobilisations aux niveaux universitaire, provincial et fédéral. Vous pouvez les joindre au education@sfcccanada.org.



Le volet revendications

Sous la direction du Responsable avec l'assistance indispensable des Coordonnateurs, le volet revendications de ÉPCC agit sur trois paliers - les campus, les gouvernements provinciaux et le gouvernement fédéral. Ce département utilise les recherches effectuées par le ministère de l'Éducation et les exploite pour soutenir sa mobilisation et revendiquer les changements auprès des trois paliers. Quelques exemples de cette action : a) apporter un soutien aux associations étudiantes dans leur travail d'évaluation et de revendications en faveur de changements dans les politiques contre la violence sexuelle de leur université, b) créer des **guides**⁴⁵ pour les associations étudiantes qui expliquent et interprètent la législation provinciale et ses exigences pour les universités et les procédures de signalement dans le cas où l'université enfreint les lois provinciales, et c) travailler avec Condition féminine Canada à l'élaboration d'une stratégie nationale contre la violence sexuelle sur les campus. Vous pouvez les joindre au advocacy@sfcccanada.org.



Le volet rayonnement

Sous la direction du Responsable avec l'assistance indispensable des Coordonnateurs, le portfolio du volet rayonnement inclut la mobilisation, les communications générales de l'organisation, et faciliter les contacts entre les groupes et syndicats étudiants, les organismes communautaires, et ÉPCC. Vous pouvez les joindre à outreach@sfcccanada.org.

Processus pour les professeurs prédateurs

Écrit par un membre de l'équipe ÉPCC

“

En scandant « nous ne resterons pas silencieux » et « cela ne passera pas », plus de 700 étudiants et professeurs sont sortis de la classe et se sont réunis mercredi sur le campus de McGill, pour protester contre ce qu'ils appellent la mauvaise gestion des allégations d'inconduite sexuelle contre des professeurs des universités Concordia et McGill.

« Est-ce que toutes les personnes ici qui ont été prévenues ou ont entendu parler d'un professeur abusif pendant leur séjour ici peuvent, s'il vous plaît, lever la main », a demandé Connor Spencer, de l'association étudiante de McGill, à la foule.

Presque tout le monde a levé la main.⁴⁶

- René Bruemmer

Montréal Gazette, le 13 avril 2018

L'Université Brock⁴⁷, l'UQÀM⁴⁸, l'Université de la Colombie-Britannique⁴⁹, Concordia⁵⁰, McGill⁵¹, l'Université du Manitoba⁵², l'Université de Windsor⁵³, l'Université de Montréal⁵⁴, Collège de Yukon⁵⁵... ce sont toutes des universités qui, au cours de la dernière année, ont reçu une couverture médiatique marquée sur les cas (ou leur absence) contre des professeurs prédateurs. Alors que les effets de l'itération en ligne du mouvement #MeToo ont eu lieu, nous avons constaté que les conversations publiques sur les campus autour de la violence sexuelle commençaient à changer.

On peut convenir que le monde universitaire a toujours connu une culture résultant en des enseignants plus âgés à titre de mentor, à prendre sous leur aile des jeunes étudiants vulnérables. Il y a des secrets qui ne sont pas secrets, transmis d'étudiants plus âgés, souvent des femmes ou des personnes non-binaires, à des étudiants plus jeunes, au sujet de professeurs et membres du personnel enseignant « anormaux », avec lesquels ils devraient éviter de rester seuls ou qui recherchaient activement des relations intimes avec les étudiants. J'ai personnellement reçu une liste de noms qui m'a été remise par des femmes plus âgées de ma faculté dès mes premières deux semaines sur campus. L'un des noms était celui de l'un de mes professeurs, qui enseignait l'un des plus importants cours prérequis de la Faculté des arts. Afin de se rendre plus « accessible », il tenait ses heures de bureau dans le bar de l'université. Plusieurs de mes camarades de classe et moi-même étions des mineurs. Selon les dires de ces femmes plus âgées, ce professeur avait été contraint à plusieurs reprises de partir en absence sabbatique suite à des allégations de relations avec des étudiants, par l'université qui ne souhaitait pas le discipliner étant donnée sa prééminence dans son domaine.

Une culture de professeurs prédateurs a fini par définir toute mon expérience universitaire, au fur et à mesure que de nouveaux noms étaient ajoutés à cette liste, et que des amis plus âgés me mettaient en garde sur les comportements en série de professeurs qui s'intéressaient particulièrement à moi dans mes départements. Je n'étais pas la seule.



Souvent, ces professeurs sont ceux que les étudiants préfèrent. Ils sont charismatiques, engageants, et souvent se considèrent ouvertement féministes. Pendant des années, les étudiants, en développant ces réseaux clandestins et en déposant des plaintes (qui souvent mènent nulle part, ou deviennent encore plus pénibles et traumatisantes que l'abus initial)⁵⁶ ont cherché à trouver des moyens de gérer cette culture. Cette dernière année a montré que les universités canadiennes n'ont absolument *aucune idée* comment réagir correctement aux plaintes déposées contre les professeurs.

Il y a une lacune dans nos données: un nombre invisible de femmes et d'étudiants non binaires qui ont abandonné leurs études postsecondaires ou qui ont changé d'école en raison de violences sexuelles et de comportements prédateurs qu'elles ont rencontrés. Un grand nombre de ces étudiantes invisibles sont des femmes de couleur, qui, en plus d'être formées par des professeurs plus âgés, font face au fétichisme à la fois dans et en dehors de la salle de cours.

Toute personne a droit à un environnement d'apprentissage exempt de violence sexuelle et de prédateurs compromettant sa carrière universitaire, sa santé et son bien-être. Jusqu'à ce que nous commençons à s'attaquer à la culture du personnel enseignant prédateur sur nos campus, aucun établissement postsecondaires ne sera en mesure de garantir à ses étudiants – surtout les femmes et les étudiants non binaires de couleur – ce droit.

C'est pourquoi ÉPCC prépare actuellement un rapport de recherche qui examinera cette question en profondeur et formulera des recommandations concrètes aux niveaux communautaires / du campus, provincial et national. Nous poursuivrons la discussion avec une mobilisation autour de ces recommandations à janvier 2020. Ce rapport aura 3 axes principaux – le rôle des syndicats sur les

campus dans cette question, la loi provinciale sur la protection des renseignements personnels et le droit du travail, et la culture patriarcale sur nos campus qui permet que tout cela se produise. Il est important de noter quelque chose que beaucoup d'administrateurs actifs sur cette question semblent ignorer: qu'il existe une différence entre les relations intimes entre les étudiants et le personnel enseignant et les énormes quantités de comportements prédateurs de la part des professeurs que les étudiants ressentent. Ce sont des questions différentes, qui doivent être traitées différemment et qui doivent activement et correctement prises en charge par l'université ou le collège.

Nous espérons pouvoir travailler non seulement dans le but de créer ces outils que les étudiants pourront utiliser pour se mobiliser sur leurs campus et dans leurs provinces, mais également pour créer un réseau pour que les étudiants travaillant sur cette question se soutiennent mutuellement et partagent leurs connaissances et leurs meilleures pratiques.

La question des professeurs prédateurs en est une qui comporte une quantité incroyable de nuances et de détails, et nous espérons que ce rapport sera en mesure, pour la première fois, de préciser et de synthétiser afin de servir de ressource aux étudiant.e.s militant.e.s, partisans et survivant.e.s.

À tous les étudiant.e.s à travers le Canada qui ont travaillé pour que les professeurs prédateurs de leurs campus soient tenus responsables. Nous sommes avec vous. Avec tous nos coeurs, nos âmes et notre solidarité. Continuez ce travail. Et sachez que vous n'êtes pas seuls. Nous continuerons tous à se battre ensemble.

“Nous ne serons pas réduits au silence.”⁵⁷

Avec amour, colère, et en solidarité.

[Descriptif de l'image : Un rassemblement où il y a un photographe derrière quelqu'un qui parle. La personne qui parle fait dos à la caméra. Derrière la personne, il y a une foule avec leurs mains dans les airs et qui tiennent des pancartes.]

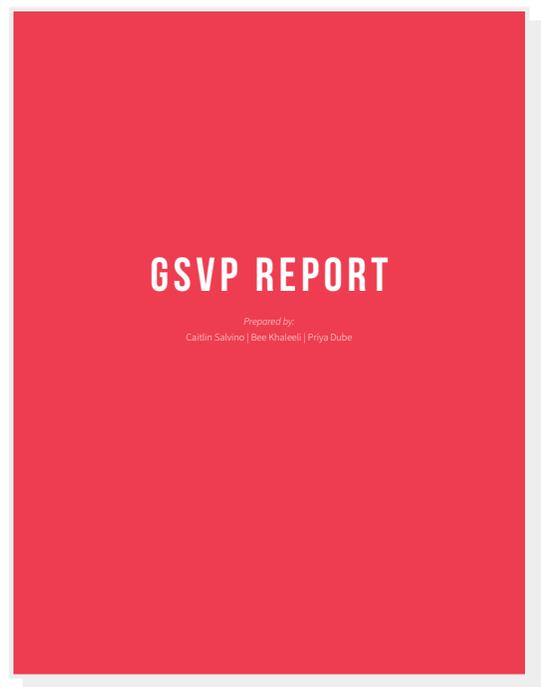


La politique de violence sexuelle et basée sur le genre chez les syndicats étudiants

Au printemps 2017, suite à des allégations publiques contre un étudiant membre de la direction de l'association étudiante accusé d'être un prédateur en série, le groupe Community Disclosure Network (CDN) et d'autres organismes ont enjoint l'Association étudiante de l'Université McGill (AÉUM) de mettre en place une politique permettant de traiter de la violence perpétrée par des étudiants en position d'autorité relative sur le campus. Les incidents de cette année avaient clairement montré que l'AÉUM ne savait pas comment enquêter sur les révélations et les rapports, et que l'absence de procédures claires, de processus centrés sur les survivants et de formation quant à la divulgation, perpétue de nouveaux traumatismes pour les survivants qui cherchaient à tenir les membres de l'exécutif de l'AÉUM responsables de leurs actes. L'AÉUM n'était pas seule à être dépourvue de procédure indépendante et centrée sur les survivants pour réagir face à des allégations de violence soulevées contre des représentants élus et membres du personnel étudiants. Par exemple, les associations étudiantes de Concordia⁵⁸, de l'Université de l'Île-du-Prince-Édouard, de la Saskatchewan⁵⁹, de l'Université York⁶⁰ et de l'Université d'Ottawa⁶¹ ont tous connu, au cours des dernières années, des incidents semblables.

Les associations étudiantes sont exclues de la juridiction des politiques universitaires contre la violence sexuelle, résultant de l'autorité limitée dont jouissent les administrations face aux contextes d'embauche, au contrôle des décisions, des clubs et des services des associations étudiantes, essentielle au maintien de l'indépendance des associations. Pour disposer de cette lacune, l'AÉUM a embauché une équipe de trois individus, Caitlin Salvino, Bee Khaleeli et Priya Dube, pour diriger un processus de consultation à temps plein au cours de la session d'hiver 2018. Elles ont mené des consultations exhaustives (y compris des consultations fermées, l'une co-organisée par

l'Alliance des étudiants autochtones et le Black Students Network, une en partenariat avec le Bureau de soutien aux étudiants en situation de handicap et l'autre par Queer McGill et l'association Union for Gender Empowerment). Elles ont rencontré des individus et des groupes sur le campus, ainsi qu'un avocat de la communauté. Le 11 octobre 2018, le Conseil législatif de l'AÉUM a adopté la Politique de la violence sexuelle et genre (PVSG)⁶² et son Guide⁶³ de mise en œuvre rédigés à la suite de ces consultations, devenant ainsi la première association étudiante au Canada à avoir sa propre politique et ses procédures concernant la violence sexiste et sexuelle perpétrée sous sa juridiction.



[Descriptif de l'image: Une capture d'écran de la page titre du rapport 'PVSG']

Le but global de cette politique est de permettre de réagir à la violence sexiste et sexuelle au sein de la communauté de l'AEUM, qui englobe les quatre composantes de :

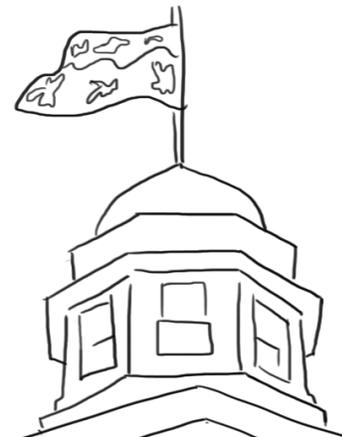
- | | |
|----------------------|----------------------|
| 1. Prévention | 3. Défense |
| 2. Soutien | 4. Réactivité |

Toutes ces composantes reposent sur un cadre intersectionnel permettant de prendre en compte les différentes manières dont les différents groupes subissent et sont affectés par la violence sexiste et / ou sexuelle. Le guide d'accompagnement est tout aussi important que la politique : il décrit clairement le contenu de la politique sans utiliser de jargon et inclut des diagrammes et des organigrammes qui vous guident tout au long de la procédure de création de rapports et déterminent qui sera impliqué. La complexité du processus et les documents qui en résultent ne peuvent pas être correctement résumés par ce court texte, mais nous encourageons toutes les associations étudiantes à entreprendre ces démarches pour s'assurer de la protection de leurs membres et que leur juridiction est assurée par des PVSG.

Nous espérons que le PVSG de l'AEUM puisse servir de document et de processus de référence pour les autres associations étudiantes afin de faciliter leur approche vers cette tâche. Il est grand temps que nous commencions à affronter cette culture de face et à retirer les prédateurs des postes de direction dans nos mouvements, de même qu'à nous tenir mutuellement responsables de manière concrète des dommages que nous nous causons.

“ —————

Il est grand temps que nous commencions à affronter cette culture de face et à retirer les prédateurs des postes de direction dans nos mouvements, de même qu'à nous tenir mutuellement responsables de manière concrète des dommages que nous nous causons.



[Descriptif de l'image: Un croquis en noir et blanc de la bâtiment des arts de McGill.]

Pour avoir de support dans la création d'un PVSG, contactez-nous à outreach@sfcccanada.org

Du travail contre la violence sexuelle non rémunéré

Nous voulions nous assurer de prendre le temps de parler d'un fait que très peu de personnes réalisent au contact de notre travail - que l'ensemble de celui-ci réalisé dans la dernière année a été réalisé de manière entièrement non payé.

En dépit de promesses offertes par de multiples organisations de financer le travail, aucune n'a fonctionné de telle sorte que, comme cela se passe dans presque tous les campus, le travail contre la violence sexuelle a été accompli par des femmes, en sus de leur emploi et de leurs études. Cela a rendu la tâche très difficile pour des personnes extraordinaires, membres de notre équipe et avec des identités marginalisées congruentes, de continuer avec nous, alors qu'elles devaient miser sur un travail rémunérateur.

Voilà pourquoi nous tenons à remercier tout haut AVEQ, GEM Carleton, et l'Association des étudiant.e.s de Concordia (CSU) pour leur soutien: en prenant connaissance du travail réalisé, non payé, au printemps dernier, les représentants - sans être pour autant sollicités - ont non seulement voté pour financer nos activités pour l'année à venir, mais aussi pour verser des honoraires rétroactivement pour une partie du travail accompli au courant de l'année dernière.

Ceci est un constat de la tendance plus large de la dévaluation du travail historiquement assumé par des femmes, tel que le travail de soutien et d'éducation, l'éducation primaire en particulier. Sur nos

campus, le travail de défense contre la violence sexuelle est accompli d'abord et avant tout par des femmes, d'abord et avant tout par des femmes de différentes ethnies, et presque toujours de manière non rémunéré. Cela rend le travail incroyablement précaire et non soutenu, conduisant à l'épuisement des leaders étudiants qui compromettent leur carrière académique, leur santé et leur bien-être, comme nombre d'entre nous l'ont fait au cours de l'année dernière. Nous devons changer notre perception du travail qui nous tient à coeur et commencer à soutenir financièrement les étudiants de nos campus qui défendent et soutiennent, tout en militant contre la violence sexuelle, et éliminer cette culture de précarité et d'acceptation insensible du travail non rémunéré.

“

CSU a eu le plaisir à supporter À notre tour. La lutte à répondre à la violence sexuelle sur campus continue. Avec le travail fait par ÉPCC, CSU a eu la chance à pousser pour une politique et des procédures plus complètes pour les survivant.e.s à Concordia.

- Sophie Hough-Martin

Coordinatrice Général CSU



[Descriptif de l'image: Image dessinée à la main style croquis en noir et blanc. Il y a sept personnes assises en ligne. L'image montre une perspective de gauche à droite, avec le côté gauche à l'avant]

L'intersectionnalité à l'ère du #MeToo

Par pure coïncidence, le Plan d'action national À notre tour est paru exactement une semaine avant que ne soit révélé l'histoire d'Harvey Weinstein, et que le hashtag #MeToo s'est imposé sur Internet, de toute évidence à l'origine de ce que les médias ont en grande partie désigné le « Mouvement #MeToo ». Le résultat a été que nous nous sommes retrouvé dans la situation très intéressante d'avoir milité contre la violence sexuelle sur les campus, avant et après l'arrivée du mouvement #MeToo. Par conséquent, nous avons vécu au premier plan le changement qui s'est produit dans ce domaine sur les campus, depuis l'automne dernier. Pour la première fois, on voit apparaître le travail contre la violence sexuelle dans les CV – un fait inédit avant 2018, exception faite des personnes oeuvrant dans le domaine des services sociaux. Nous avons constaté une différence marquée dans le ton utilisé par les administrateurs des institutions post-secondaires lorsqu'il s'adresse à nous après le #MeToo – telle qu'une baisse de résistance dans la reconnaissance de la culture d'agression sexuelle sur les campus, et l'utilisation de termes telles que « pro-survivants ». Ces exemples témoignent d'un changement important dans la culture sur campus et nous y voyons les conséquences dans notre travail.

Nous souhaitons souligner que le phénomène que l'on désigne de part et d'autre comme étant le mouvement #MeToo, est en réalité une vague du mouvement Me Too entamé il y a 12 ans par Tarana Burke, qui a d'abord utilisé la phrase pour mettre lumière sur la prévalence de la violence sexuelle.

L'absence de reconnaissance envers Burke pour la plupart de ses réalisations est emblématique du changement plus important que nous avons observé sur les campus, où les organisateurs d'aujourd'hui occupent un plus grand espace public que ceux qui ont travaillé pendant des années et qui ont permis à ces moments de se produire pour nous. Non pas que la nouvelle génération est fautive et ne devrait pas s'impliquer. Bien au contraire. Plutôt, nous enjoignons les personnes qui ont entamé ce travail et qui se sont vu attribuer un espace privilégié parmi d'autres sur la question de la violence sexuelle sur campus, d'adopter les bonnes pratiques suivantes :

Les Bonnes Pratiques

- 1.** Avant de mettre sur pied un nouveau groupe sur campus, vérifiez si un groupe existe déjà qui fait un travail semblable sur campus et comment vous pouvez lui offrir votre soutien;
- 2.** Réfléchissez sur votre positionnement. Soyez conscient de l'espace que vous occupez. Prenez du recul. Observez si d'autres ont déjà dit ce que vous souhaitez dire, ou si d'autres sont mieux habilités à formuler ce que vous souhaitez dire;
- 3.** Apportez d'autres militants avec vous dans la pièce / lors d'entrevues. La réalité est que les femmes blanches, cisgenre, de pleine capacité physique seront plus souvent perçues comme étant « plus facilement accessibles » par les médias et les administrateurs universitaires, et pour cette raison recevront plus d'invitations et seront contactés plus souvent par les médias pour des entrevues. Faites vous accompagner dans ces espaces. Or bien référez les médias vers eux;
- 4.** Le mouvement étudiant contre la violence sexuelle sur nos campus a été construit sur bien des années par de nombreuses femmes, en particulier par des femmes de différentes ethnies. Assurez vous que votre travail reconnaît ce fait, de même que le fait que les étudiants marginalisés de par leur identité intersectionnelle sont plus probables de subir de la violence sexuelle en tant qu'étudiants. En sus d'être les moins susceptibles d'être crus par les personnes en situation d'autorité;
- 5.** Soyez décisifs dans vos efforts d'intersectionnalité. Il ne suffit pas de faire des déclarations de reconnaissance de territoire à vos événements, ou d'introduire des déclarations d'intersectionnalité dans vos constitutions. Prêtez l'oreille et collaborez avec les groupes menés par des étudiants marginalisés sur votre campus, afin de les épauler dans leurs objectifs. Menez des consultations en privé (et rémunérez les personnes qui les mènent). Faites expressément place à des femmes d'autres ethnies ou autochtones ou à des personnes non-binaires, lors de vos rassemblements, pour leur permettre de venir et de s'adresser à la foule si elles le désirent.

Nous partageons ces quelques bonnes pratiques dans le but de créer un meilleur mouvement étudiant canadien de lutte contre la violence sexuelle, plus fort et mieux réfléchi. Afin d'apporter le changement de culture dont nous avons besoin dans nos communautés, tout le monde doit s'impliquer. Mais il est absolument essentiel que l'on comprenne l'histoire dans laquelle ce mouvement tire ses racines, et en quoi nous pouvons améliorer nos pratiques afin de favoriser le changement. Nous devons construire et participer activement dans la culture que nous souhaitons voir évoluer.

Et maintenant?

Avec la publication de ce rapport, nous tournons la page à notre tour et nous passons au chapitre ÉPCC, en misant sur nos prochains projets :

- **Un rapport de recherche sur les professeurs prédateurs;**
- **Prôner l'adoption de meilleures législations provinciales et fédérales qui incluront la rédaction et l'application de mesures de surveillances partout au pays;**
- **Collaborer avec d'autres organisations menées par des étudiants-survivants pour la création de ressources et de réseaux;**
- **Créer un zine avec les autres organisations menées par les survivant.e.s sur comment pousser pour changement dans les pratiques administratives**
- **Soutenir le militantisme et l'activisme étudiants partout au Canada.**
- **Continuer à marquer les politiques sur les campus**

La partie la plus enrichissante de ces derniers 18 mois a été de discuter et travailler sur le terrain avec des étudiants sur leur campus, afin de les soutenir dans leur stratégie d'amélioration des pratiques de leurs institutions.

Lentement, un à la fois mais tous ensemble, nous effectuons un virage.

Nous défions des décennies de pouvoir institutionnel, souvent invisible, dans nos campus qui sont des vestiges coloniaux et patriarcaux.

Notre travail sera à longue haleine. Mais ce sera le travail qui définira le mouvement étudiant de notre génération.

Merci à tous les étudiants, militants, survivants et défenseurs qui consacrent leur temps et leur énergie à améliorer leur campus au bénéfice de ceux qui viendront après eux. Nous sommes constamment, et continueront d'être, en admiration de votre résilience, votre courage et votre puissance. Vous nous prouvez chaque jour que bien que le changement (et la guérison) n'est pas linéaire, c'est inévitable.

Remerciements

D'abord, nous souhaitons reconnaître que le travail de À notre tour et dorénavant de ÉPCC s'est effectué en grande partie sur le territoire non cédé et non remis des Premières Nations. Plutôt que de débiter et clore avec des remerciements, nous avons rédigé ce rapport en pleine conscience des effets du colonialisme qui se perpétue, en particulier au coeur du travail contre la violence sexuelle qui s'y trouve inexorablement lié. Notre relation avec la terre est fondamentalement arrimée à la création de cultures de consentement, et devra toujours demeurer un pilier de notre conversation.

Nous tenons à remercier les formidables personnes qui ont participé aux travaux de À notre tour et de ÉPCC au cours des 18 derniers mois, soit en tant que membre d'équipe, soit en tant que soutiens et alliés essentiels en coulisses. En particulier, nous tenons à remercier :

Allison Kilgour

Anne Moreau

Arisha Khan

Ashley Grenstone

Asma Mushtaq

Brittany Galler

Caitlin Salvino

Caroline Simoes Correa

Cherlene Cheung

Connor Spencer

E

Emma Cox

Emily Barber

Fae Johnstone

Greg Owens

Jad El Tal

Jade Cooligan Pang

John Hutton

Karan Saxena

Kelsey Gilchrist

Kristen Perry

Léa Roswell

M

Paxton Caseley

Sam Rockbrune

Tia Wong

Un grand merci à GEM, AVEQ, et l'Association des étudiants de Concordia d'avoir été les premières à reconnaître officiellement la valeur de notre travail et à investir dans sa pérennité. Un autre grand merci à l'Association des étudiants de l'Université McGill - et plus particulièrement au toujours merveilleux Zachary Kay - pour le design graphique. Un autre grand merci également à Jacqui Bush pour les dessins tout au long de ce rapport. Un dernier et profond merci à Frédérique Blanchard et Théo Poison-Macfarlane pour ses travaux de traduction et la patience inlassables face à notre style de rédaction aux échéanciers imprévisibles.

Citations

1. Salvino, C., Gilchrist, K., & Pang, J. (2017). "OurTurn: A National Student-Led Action Plan to End Campus Sexual Violence". Students' Society of McGill University, online <<https://static1.squarespace.com/static/5bc4e7bcf4755a6e42b00495/t/5c2fa6921ae6cf5f6c71821b/1546627650779/OurTurn+Action+Plan.pdf>>
2. Salvino, C., Gilchrist, K., & Pang, J. (2017). "À Notre Tour : une stratégie complète menée par les étudiant.e.s pour prévenir la violence sexuelle et appuyer les survivantes et survivants sur les campus universitaires canadiens". Students' Society of McGill University, online: <<https://static1.squarespace.com/static/5bc4e7bcf4755a6e42b00495/t/5c2faa12032be43ce9e0f21e/1546627641436/Notre+Tour+Plan+d%27Action.pdf>>
3. Xing, Lisa. "University sex assault policies average C- in analysis by nationwide student group" CBC News (October 11, 2017), online. <<https://www.cbc.ca/news/canada/toronto/our-turn-movement-unites-survivors-of-sexual-assault-through-student-unions-1.4348709>>
4. Standing Committee on the Status of Women, 1st Session, 42nd Parliament. Thursday, November 30th 2017, online <http://publications.gc.ca/collections/collection_2017/parl/x71-1/XC71-1-2-421-81-eng.pdf>
5. Lum, Zi-Ann. "Canadian Universities To Face Funding Cuts If They Fail To Address Campus Sexual Assaults" Huffington Post (February 28, 2018), online <https://www.huffingtonpost.ca/2018/02/27/canada-budget-2018-universities-funding-cuts-sex-assault-campus_a_23372615/>
6. Salvino supra note 1.
7. See Appendix A
8. See Appendix A
9. See Appendix E
10. Ontario, Québec, PEI, Nova Scotia, British Columbia
11. Status of Women Canada, "Advisory Committee", online <<https://cfc-swc.gc.ca/violence/strategy-strategie/council-conseil-en.html>>
12. Standing Committee on the Status of Women supra note 4.
13.
 1. Post-Secondary Campus Sexual Violence Survey (February 2018)
 2. Federal Gender-Based Advisory Council Meeting (June 2018)
 3. Status of Women Workplace Harassment Survey (November 2018)
 4. Status of Women GBA + Consultation (November 2018)
 5. Federal Gender-Based Advisory Council Meeting (November 2018)
 6. Campus Sexual Violence Framework Advisory Committee (January 2019)
 7. Campus Sexual Violence Framework Listening and Learning Student Session (March 2019)
14. Salvino, C., Khaleeli, B., & Dube, P. (2018). "GSVP Report". Students' Society of McGill University, online: <https://ssmu.ca/wp-content/uploads/2018/07/gsvp_report.pdf?x26516>

15. See Appendix A
16. Province of Prince Edward Island, Bill no. 41 : Post-secondary Institutions Sexual Violence Policies Act, General Assembly (2018), online. <http://www.assembly.pe.ca/bills/pdf_first/65/3/bill-41.pdf>
17. SFCC and AVEQ, Bill 151 : An Implementation Guide (2018), online. <<https://static1.squarespace.com/static/5bc4e7bcf4755a6e42b00495/t/5bf8dc82cd8366a6d9f2c31c/1543036040230/Policy+Implementation+Guide.pdf>>
18. Dalhousie University, Sexual Harassment Policy, Board of Governors (2012), no longer online.
19. Dalhousie University, Sexualized Violence Policy, Board of Governors and Senate (January 26th 2018), online <<https://cdn.dal.ca/content/dam/dalhousie/pdf/campuslife/studentsservices/ Sexual%20Violence%20Policy%20January%2025%20FINAL.pdf> >
20. University of British Columbia, University of British Columbia Sexual Assault and Sexual Misconduct Policy, Board of Governors (May 18, 2017), online <http://universitycounsel.ubc.ca/files/2017/05/policy131_final.pdf>.
21. Lakehead University, Lakehead Sexual and Gender Based Violence Response Policy, Board of Governors (December 21st 2016), online <<https://www.lakeheadu.ca/sites/default/files/uploads/106/policies/Sexual%20and%20Gender%20Based%20Violence%20Response%20Policy.pdf>>
22. McGill University, McGill University Policy Against Sexual Violence, Board of Governors (1 December, 2016), online <https://www.mcgill.ca/secretariat/files/secretariat/policy_against_sexual_violence.pdf>.
23. University of Fraser Valley, Prevention, Education, and Response to Sexualized Violence Policy, President (May 18th 2017), online <[https://www.ufv.ca/media/assets/secretariat/policies/Prevention,-Education-and-Response-to-Sexualized-Violence-\(236\).pdf](https://www.ufv.ca/media/assets/secretariat/policies/Prevention,-Education-and-Response-to-Sexualized-Violence-(236).pdf)>
24. University of Ontario Institute of Technology, Policy on Sexual Violence for Students and Procedures for Responding to Incidents of Sexual Violence, Board of Governors (December 7th 2016), online <<https://usgc.uoit.ca/policy/policy-library/policies/legal-compliance-and-governance/policy-on-sexual-violence-for-students-and-procedures-for-responding-to-incidents-of-sexual-violence.php> >
25. Carleton University, Sexual Violence Policy, Board of Governors (December 1st 2016), online. <<https://carleton.ca/sexual-violence-support/wp-content/uploads/Sexual-Violence-Policy-December-1-2016.pdf> >
26. Ryerson University, Sexual Violence Policy, Board of Governors (2016), online. <<https://www.ryerson.ca/policies/policy-list/sexual-violence-policy/> >
27. Dalhousie University, Sexualized Violence Policy, Board of Governors and Senate (January 26th 2018), online <<https://cdn.dal.ca/content/dam/dalhousie/pdf/campuslife/studentsservices/ Sexual%20Violence%20Policy%20January%2025%20FINAL.pdf> >
28. University of Ontario Institute of Technology, Policy on Sexual Violence for Students and Procedures for Responding to Incidents of Sexual Violence, Board of Governors (December 7th 2016), online <<https://usgc.uoit.ca/policy/policy-library/policies/legal-compliance-and-governance/policy-on-sexual-violence-for-students-and-procedures-for-responding-to-incidents-of-sexual-violence.php> >
29. University of Victoria, University of Victoria Sexualized Violence Prevention and Response Policy, Board of Governors (June 2017), online <http://www.uvic.ca/universitysecretary/assets/docs/policies/GV0245.pdf>>.

42 Citations

30. Carleton University, Sexual Violence Policy, Board of Governors (December 1st 2016), online. <<https://carleton.ca/sexual-violence-support/wp-content/uploads/Sexual-Violence-Policy-December-1-2016.pdf>>
31. Memorial University, Sexual Harassment and Sexual Assault, President (December 19th, 2010), online. <<https://www.mun.ca/policy/site/policy.php?id=192>>
32. University of Toronto, Policy on Sexual Violence and Sexual Harassment, Governing Council (December 15th, 2016), online. <<http://www.governingcouncil.lamp4.utoronto.ca/wp-content/uploads/2016/12/p1215-poshsv-2016-2017pol.pdf>>
33. OCAD University, Policy on Prevention and Response to Sexual and Gender-based Violence, Board of Governors (December 5th 2016), online. <<https://www.ocadu.ca/Assets/documents/8011-Policy+on+Prevention+and+Response+to+Sexual+and+Gender-based+Violence.pdf>>
34. Ryerson University, Sexual Violence Policy, Board of Governors (2016), online. <<https://www.ryerson.ca/policies/policy-list/sexual-violence-policy/>>
35. Camosun College, Sexual Violence & Misconduct Policy, Board of Governors (2017), online. <<http://camosun.ca/about/policies/education-academic/e-2-student-services-and-support/e-2.9.pdf>>
36. Memorial University, Sexual Harassment and Sexual Assault, President (December 19th, 2010), online. <<https://www.mun.ca/policy/site/policy.php?id=192>>
37. Acadia University, Policy Against Harassment and Discrimination (January 20th 2007), online. <https://hr.acadiu.ca/tl_files/sites/hr/Policies%20and%20Procedures/Harassment%20&%20Discrimination.pdf>
38. Carleton University, Sexual Violence Policy, Board of Governors (December 1st 2016), online. <<https://carleton.ca/sexual-violence-support/wp-content/uploads/Sexual-Violence-Policy-December-1-2016.pdf>>
39. University of Ottawa, Policy 67b - Prevention of Sexual Violence, Board of Governors (2016), online. <<https://www.uottawa.ca/administration-and-governance/policy-67b-prevention-sexual-violence>>
40. "Sexual assault survivors' stories illustrated with clothes they were wearing" CBC News (March 28 2018), online <<https://www.cbc.ca/news/canada/prince-edward-island/pei-upei-sexual-violence-art-exhibit-1.4596615?fbclid=IwAR3ufcUMqNX8-oKn4viRUTbu8wYquwlu-7zb7CdWkpc5K5Xpl4Zaaracpp0>>
41. Harris, Colin. "McGill, UQAM miss province's deadline to update sexual violence policies" CBC News (January 11, 2019), online <<https://www.cbc.ca/news/canada/montreal/mcgill-uqam-sexual-assault-policy-1.4974423>>
42. I Survivor Podcast, "Bonus: Institutional Betrayal with Dr. Jennifer Freyd" (October 5, 2018), online <<https://art19.com/shows/i-survivor/episodes/cc6153d8-9801-4a80-b80e-b27e1edff76f>>
43. House of Commons, "Equality + Growth, A Strong Middle Class 2018 Canadian Federal Budget" (February 27, 2018), online <<https://www.budget.gc.ca/2018/docs/plan/budget-2018-en.pdf>>
44. Lum, Zi-Ann. "Canadian Universities To Face Funding Cuts If They Fail To Address Campus Sexual Assaults" Huffington Post (February 28, 2018), online <https://www.huffingtonpost.ca/2018/02/27/canada-budget-2018-universities-funding-cuts-sex-assault-campus_a_23372615/>

45. Students for Consent Culture Canada, & Association for the Voice of Education in Québec, (2018). "Policy Implementation Guide to Bill 151", online <<https://static1.squarespace.com/static/5bc4e7bcf4755a6e42b00495/t/5bf8dc82cd8366a6d9f2c31c/1543036040230/Policy+Implementation+Guide.pdf> >
46. Bruemmer, René. "McGill, Concordia students protest over 'mismanagement' of sexual misconduct allegations" Montreal Gazette (April 13, 2018), online <<https://montrealgazette.com/news/local-news/metoo-students-at-mcgill-concordia-walk-out-of-classes-over-sexual-violence-inaction>>
47. Beattie, Samantha. "David Schimmelpenninck Van Der Oye, Prof Who Sexually Harassed Student, Returns To Brock University Classroom" Huffington Post (January 3, 2019), online <https://www.huffingtonpost.ca/2019/01/03/david-schimmelpenninck-van-der-oye-brock-university_a_23632953/?ncid=other_facebook_eucluwzme5k&utm_campaign=share_facebook&fbclid=IwAR2XPuI0WoYRjnbhoTjixnQxw_-IXSDZISmEbZtcYCA5HqK_yh_X6QQvEY>
48. Pilon-Larose, Hugo "Dénonciations d'agressions sexuelles: l'UQAM dans la tourmente" La Presse (November 13, 2014), online <<https://www.lapresse.ca/actualites/justice-et-faits-divers/201411/12/01-4818426-denonciations-dagressions-sexuelles-luqam-dans-la-tourmente.php> >
49. The Canadian Press "Complainant against professor Steven Galloway wants investigator's report released" CBC News (June 9, 2018), online <<https://www.cbc.ca/news/canada/british-columbia/complainant-against-professor-steven-galloway-wants-investigator-s-report-released-1.4699907>>
50. Rukavina, Steve, & McKenna, Kate "Another Concordia creative writing prof faces harassment allegations from former students" CBC News (January 18, 2018), online <<https://www.cbc.ca/news/canada/montreal/another-concordia-creative-writing-prof-faces-harassment-allegations-from-former-students-1.4491142>>
51. Fidelman, Charlie. "McGill students' #MeToo testimonials bolster call for independent investigation" Montreal Gazette (April 5, 2018), online <<https://montrealgazette.com/news/local-news/mcgill-students-metoo-testimonials-bolster-call-for-independent-investigation>>
52. Bernhardt, Darren. "Sexual assault allegations among open investigations into faculty at University of Manitoba" CBC News (September 8, 2018), online <<https://www.cbc.ca/news/canada/manitoba/university-manitoba-staff-sexual-misconduct-investigations-1.4811465>>
53. Ward, Lori, & Gollem, Mark. "Universities should protect students, not reputation: Professors call for elimination of confidentiality deals" CBC Investigates (May 7, 2018), online <<https://www.cbc.ca/news/canada/windsor/university-windsor-non-disclosure-agreements-professor-1.4645268> >
54. FAÉCUM. "La FAÉCUM dénonce le statu quo au niveau du traitement des plaintes en matière de violences sexuelles envers le corps enseignant à l'Université de Montréal" Cision (October 10, 2018), online <<https://www.newswire.ca/fr/news-releases/la-faecum-denonce-le-statu-quo-au-niveau-du-traitement-des-plaintes-en-matiere-de-violences-sexuelles-envers-le-corps-enseignant-a-luniversite-de-montreal-696547281.html> >
55. Hong, Jackie. "Fired Yukon College instructor sues student over sex assault allegations" Yukon News (October 26, 2018), online <<https://www.yukon-news.com/news/fired-yukon-college-instructor-sues-student-over-sex-assault-allegations/> >
56. I Survivor Podcast, "Bonus: Institutional Betrayal with Dr. Jennifer Freyd" (October 5, 2018), online <<https://art19.com/shows/i-survivor/episodes/cc6153d8-9801-4a80-b80e-b27e1edff76f> >

44 Citations

57. Affirmations led by Sophia Sahrane, Research and Education Coordinator at AVEQ at McGill/Concordia Student walkout April 13 2018
58. Lafontaine, Miriam "GSA President Facing Sexual Harassment Allegations" The Link (February 26, 2018), online <<https://thelinknewspaper.ca/article/gsa-president-facing-sexual-harassment-allegations> >
59. Vandembreekel, Dan "Incoming U of S student president accused of sexual assault" CKOM (March 23rd 2018), online <<https://www.ckom.com/2018/03/23/incoming-u-of-s-student-president-accused-of-sexual-assault/>>
60. Stand With Survivors : Hold YFS Accountable. Facebook Page, online <<https://www.facebook.com/pages/category/Community/Stand-with-Survivors-Hold-YFS-Accountable-128490791135345/>>
61. The Canadian Press "Anne-Marie Roy, uOttawa student leader, subject of explicit online chat" CBC News (March 2, 2014), online <<https://www.cbc.ca/news/canada/ottawa/anne-marie-roy-uottawa-student-leader-subject-of-explicit-online-chat-1.2556948>>
62. SSMU Legislative Council (October 11, 2018), online <https://drive.google.com/file/d/1g1Hhy_cbOZtDkl-Xgj-j5TlSny7huEbj/view>
63. Salvino, C., Khaleeli, B., & Dube, P. (2018). "GSVP Implementation Guide". Students' Society of McGill University, online: <<https://ssmu.ca/wp-content/uploads/2018/04/Presentation-GSVP-2018-04-05.pdf?x26516>>

Annexe A: Les ressources de plaidoyer

[Lettre ouverte à le ministre d'éducation du Colombie britannique \(anglais\)](#)

[Lettre ouverte à le ministre d'éducation de l'Ontario \(anglais\)](#)

[Lettre ouverte à le ministre d'éducation du Québec \(français\)](#)

[Lettre ouverte à le premier ministre de l'Île du prince Édouard \(anglais\)](#)

[Lettre ouverte à UOIT sur leur Politique contre la violence sexuelle \(anglais\)](#)

[Première lettre ouverte à l'université Carleton \(anglais\)](#)

[Deuxième lettre ouverte à l'université Carleton \(anglais\)](#)

[Lettre ouverte à McGill pour une enquête externe sur les plaintes contre les professeurs \(anglais\)](#)

[Présentation pour la comité pour le prévention de la violence sexuelle à Nouvelle-Écosse](#)

[Rapport sur la Politique contre la violence sexuelle et genre de SSMU \(anglais\)](#)

[Lettre ouverte à l'université de Windsor pour Prof. Macfarlane \(en anglais\)](#)

Annexe B: Détail sur les normes minimales

Si vous voulez plus d'information, contactez-nous à advocacy@sfcccanada.org. Nous recommandons les 11 normes minimales suivantes pour toutes les politiques des universités afin de respecter les lois provinciales:

- 1. Une politique autonome définie en matière de violence sexuelle:** L'existence d'une politique autonome en matière de violence sexuelle qui NE place PAS le processus dans le code de conduite de l'étudiant. Les procédures doivent être autonomes et doivent être clairement décrites dans un processus étape par étape pour les étudiants, le personnel et les professeurs;
- 2. Droit aux procédures pénale et institutionnelle::** La possibilité de signaler des expériences à la fois à leur établissement et à la police sans risquer de faire suspendre une plainte à cause de l'autre processus;
- 3. Formation obligatoire sur la violence sexuelle pour les décideurs:** Un mandat pour une formation de sensibilisation à la violence sexuelle sur les approches basées sur les traumatismes pour les gestionnaires de plainte prises de décision;
- 4. Protections des victimes de viol:** Protections explicites pour les victimes de viol, selon lequel il est interdit de poser des questions au plaignant sur ses antécédents sexuels à tout moment du processus de plainte informel ou formel;
- 5. Protections des rencontres face à face:** L'inclusion d'une protection de rencontre face à face - un plaignant ne devrait pas être obligé d'être présent en même temps qu'un défendeur. Comme dans le système de justice pénale, l'utilisation d'un écran et / ou d'une technologie vidéo permet d'équilibrer les intérêts de la protection des victimes et de l'équité de la procédure.
- 6. Délai:** Des délais raisonnables et clairement définis, avec un processus de plainte ne dépassant pas 45 jours et 48 heures pour des mesures d'adaptation immédiates;
- 7. Protections de bâillons:** Protections des institutions imposant une ordonnance de bâillon aux plaignants par le biais d'une exigence de confidentialité définie au sens large.
- 8. Portée plus large:** Les politiques de violence sexuelle sur les campus doit explicitement créer une procédure pour que les étudiants puissent signaler des actes de violence sexuelle et / ou de harcèlement sexuel lors de la participation à un placement professionnel, stage, ou coopérative en plus d'exiger que l'université tienne un registre des endroits où la violence sexuelle s'est produite pour s'assurer que les futurs étudiants ne soient pas exposés au risque de violence sexuelle tout en cherchant des possibilités de stages.
- 9. Information des sanctions:** Un mandat selon lequel les institutions doivent informer à la fois le plaignant et le défendeur de toutes les sanctions ordonnées par le comité de révision.
- 10. Représentation étudiante dans les comités:** Un mandat pour la création d'un groupe de travail sur la prévention de la violence sexuelle ainsi qu'un groupe de soutien comportant une représentation étudiante d'au moins 30% dans chaque établissement.
- 11. Période de révision de 2 ans:** Nous recommandons que les institutions soient tenues de réviser leur politique tous les deux ans au plus, idéalement chaque année.

Annexe C: Comment évaluer sa propre politique

La carte de pointage a été développée pour le plan d'action À Notre Tour en octobre 2017, après des consultations approfondies et un processus de recherche. Plusieurs groupes étudiants nous ont demandés davantage d'information pour développer leurs propres politiques alors nous avons créé ce document. Si vous voulez évaluer votre politique de façon officielle avec notre équipe, vous pouvez toujours nous rejoindre à l'adresse outreach@sfcccanada.org et nous pourrions vous aider.

Évaluer la politique de lutte contre la violence sexuelle de votre établissement peut être difficile car les clauses énumérées ci-dessous ne sont pas toujours faciles à trouver. Voici quelques conseils pour évaluer votre politique:

- Chercher des mots clés –les politiques sont souvent longues et pleines de terminologie légale. Si vous avez de la difficulté à trouver certaines sections, essayer de faire une recherche en mots clés.
- Ne donnez pas de points pour les pratiques courantes si elles ne sont pas explicitement détaillées dans la politique. Nous savons qu'en pratique plusieurs établissements suivent certains aspects de cette carte de pointage, mais c'est aussi important que ces pratiques soient explicitement détaillées dans la politique.
- Consultez – une fois que vous avez passé à travers votre politique, prenez note des sections sur lesquelles vous avez encore des questions. Vous pouvez demander aux employé.e.s et à l'administration de votre établissement si certains points sont inclus. Par contre nous savons que l'administration et les employé.e.s des universités ne sont pas toujours les meilleures ressources pour déterminer comment les clauses peuvent être interprétées. Vous pouvez toujours nous contacter et nous serons content.e.s de parler de votre politique avec vous.

Général

	Points possible	Notes pour déterminer le score
Il existe une politique qui couvre la violence sexuelle	+12	De nombreux points peuvent être gagnés simplement pour avoir une politique qui couvre la violence sexuelle. Tandis que l'inclusion et l'omission de certains critères ajouteront ou feront perdre des points, 12 points sont assignés dès le départ pour avoir une politique en place.
Politique séparé	+6	Tous les (6) points sont donnés si la politique et les procédures sont disponibles dans une seule politique séparée qui ne réfère pas aux procédures d'autres politiques ou d'autres documents disciplinaires qui concernent autre chose que la violence sexuelle (comme une code de conduite).
Politique accessible – en ligne	+2	Tous les points (2) si la politique se trouve facilement ligne.
Politique accessible – un seul document	+2	+2 si vous n'avez qu'à vous référer à un seul document pour trouver toutes les politiques et les procédures.
Procédures de plaintes clairement définies; les étapes des procédures sont claires et définis	+2	+1 si les procédures sont clairement définies et compréhensibles; +1 si les étapes des procédures sont élaborées de façon logique.
Procédures de signalement et mécanisme de statistique	+2	+2 s'il y a des mécanismes adéquats en place pour recueillir des statistiques sur les plaintes reçues.
Capacité d'établir des rapports externes avec le système de justice pénale et/ou les tribunaux des droits de la personne	+2	+2 si la politique fait référence à sa capacité d'établir des rapports externes.
Ne peut pas suspendre la plainte si le/la plaignant.e fait également recours au système de justice pénal	+2	La politique ne doit pas suspendre les procédures internes si le/la plaignant.e fait recours aux forces de l'ordre. 0 point si la politique mentionne la suspension des procédures internes.
Renouvellement et révision de la politique	+4	4 points si la politique est révisée chaque année ou aux 2 ans, OU si la politique est révisée après 1 an et par la suite tous les 3 ans; 3 points si la politique est révisée tous les 3 ans; 2 points si la politique est révisée tous les 4 ans; 1 point si la politique est révisée à chaque 5+ années.
SCORE		/ maximum 34 Points

Portée

	Points possible	Notes pour déterminer le score
Le corps enseignant et les employé.e.s sont traités sous la même politique	+4	+4 si la politique décrit la procédure pour le/la répondant.e si il/elle est un.e membre du personnel / du corps enseignant ou un.e étudiant.e. Il faut aussi que les procédures soient aussi similaires que le permettent les conventions collectives pertinentes.
Définit le consentement de façon efficace – 1) reconnaît l'usage de drogues/d'alcool 2) les rapports de pouvoir 3) la révocation du consentement 4) que le consentement ne peut pas être assumé 5) qu'il ne peut pas être obtenu par la coercition ou par la menace	+5	+1 pour chaque différente composante de la définition. 0 points si la politique n'inclut pas une définition du consentement.
Couvre les visiteurs et les ancien.ne.s étudiant.e.s (inclurait une procédure pour exclure des visiteurs ou des ancien.ne.s étudiant.e.s du campus et une procédure pour mettre en place des ordonnances de non-communication)	+2	+2 si la politique mentionne que les visiteurs et les ancien.ne.s étudiant.e.s sont inclus dans le cadre de la politique.
S'assure que les plaintes ne sont pas suspendues si le/la répondant.e termine sa relation avec l'école (par exemple en transférant dans une autre école ou en décrochant)	+2	+2 si la politique mentionne explicitement que la plainte ne sera pas suspendue si le/la répondant.e termine sa relation avec l'école.
Couvre l'activité hors campus qui affecte la capacité de vivre et d'apprendre sur le campus	+1	0 point si l'activité hors campus n'est pas couverte par la politique (ce n'est pas assez à utiliser le langage de 'sanctionné par l'université').
Couvre l'activité sur internet	+1	0 point si l'activité sur internet n'est pas couverte par la politique.
Couvre le stealthing	+1	0 point si le stealthing n'est pas couvert par la politique.
Couvre explicitement les placements coop et les stages	+1	0 point si les placements coop et les stages ne sont pas couverts.
SCORE		/ maximum 17 Points

Composition du/de la ou des responsables

	Possible Points	Notes for Determining Score
Il y a un.e membre indépendant.e et externe sur le comité de révision	+2	0 point s'il n'y a pas de membre indépendant et externe sur comité de révision; 0 point s'il n'y a pas de comité de révision.
Représentant.e étudiant.e sur le comité de révision	+2	0 point s'il n'y a pas de représentant.e étudiant.e sur le comité de révision; 0 point si il n'y a pas de comité de révision.
Mandate une formation sur la violence sexuelle	+2	+2 si la politique mandate aux responsables de recevoir une formation sur la violence sexuelle; 0 points si la formation n'est pas mentionnée dans la politique.
Enquêteur indépendant	+2	+2 si la politique précise que le/la plaignant.e a la capacité de demander un enquêteur indépendant. Seulement +1 si le/la plaignant.e a le droit de demander un enquêteur indépendant seulement en procédure d'appel, ou si seul l'établissement peut décider d'utiliser un enquêteur indépendant.
SCORE		/ maximum 8 Points

Procédures de plaintes formelles et informelles

	Points possible	Notes pour déterminer le score
Procédures informelles de justice réparatrices	+2	+1 s'il y a des procédures de résolution informelles dans la politique; +1 s'il y a des procédures de justice réparatrice dans la politique.
Mesures explicites pour la protection des victimes de viol – mesures empêchant le questionnement au sujet du comportement sexuel antérieur	+2	0 point s'il n'y a pas de mesures explicites empêchant le questionnement au sujet du comportement sexuel antérieur dans la politique.
Mesures de protection pour éviter les rencontres face à face	+2	0 point s'il n'y a pas de mesures pour éviter les rencontres face à face.
Clause d'immunité pour l'usage de drogues ou d'alcool	+2	0 point s'il n'y a pas de clause d'immunité pour l'usage de drogues ou d'alcool dans la politique.
Mention explicite que toutes les sanctions contre le/la répondant.e seront révélées au survivant	+2	+2 si la politique décrit que tous les résultats de la plainte et les sanctions applicables seront révélés au/à la plaignant.e. Les lois sur la protection de la vie privée empêchent ceci dans certaines provinces – si c'est le cas il est important que la politique mentionne que ces lois imposent une limitation à la politique.
La politique définit les délais pour la procédure de plainte	+2	0 point si les délais clairs pour la procédure de plainte ne sont pas inclus dans la politique.
Mesures provisoires	+2	+1 s'il y a des mesures provisoires en place dans la politique; +1 si les mesures provisoires sont centrées sur les survivant.e.s.
N'inclut pas une section pour les plaintes non fondées	+2	0 point si la politique fait référence aux plaintes non fondées (également appelées plaintes de «mauvaise foi», «plaintes malveillantes», etc.).
Permission d'avoir une personne de soutien	+1	0 point si la permission d'avoir une personne de soutien n'est pas mentionnée dans la politique.
Clause pour les conflits d'intérêts	+1	0 point s'il n'y a pas de clause pour les conflits d'intérêts.
La politique n'inclut pas de clause d'exemption	+2	0 point s'il y a une clause d'exemption (par exemple : La politique peut être suspendue par le président, les règles peuvent être modifiées par le président, etc.).

Protection contre les représailles	+1	0 point s'il n'y a pas de protection contre les représailles dans la politique.
Possibilité de soumettre des plaintes anonymes ou des plaintes de tierce personne	+2	+1 si la politique permet de soumettre des plaintes anonymes; +1 si la politique permet de soumettre des plaintes d'une tierce personne.
N'inclut pas de limite de temps pour soumettre une plainte formelle après l'Incident	+2	1 point peut être donné si la limite de temps est de 3 ans ou plus; 2 points s'il n'y a pas de limite de temps pour une plainte formelle
N'inclus pas d'obligation de silence	+2	+2 si la politique ne suggère pas que le/la plaignant.e ne peut pas parler de son expérience. Les politiques mandatent rarement un ordre de silence, par contre il faut faire attention au langage dans les clauses de confidentialité.
Procédure d'appel	+3	1 point s'il y a une procédure d'appel; 2 points si la procédure d'appel permet d'aller en appel face à un corps non administratif ; 3 points si les deux critères sont atteints.
SCORE		/ maximum 30 Points

Éducation

	Points possible	Notes pour déterminer le score
Crée un comité de prévention, d'éducation et de soutien	+1	0 point si un comité de prévention, d'éducation et de soutien n'est pas mentionné dans la politique. Le comité peut avoir un autre nom, par contre il doit servir à prévenir éduquer et soutenir pour recevoir un (1) point.
Décrit les services de soutien disponible aux étudiant.e.s	+2	1 point si les services de soutien sont mentionnés dans la politique; 2 points si des exemples de ces services et leurs noms sont donnés dans la politique.
Mets à disposition du financement pour des programmes de soutiens	+1	0 point si le financement et les ressources à la disposition des programmes de soutien ne sont pas mentionnés dans la politique.
Décrit les programmes de préventions de sur les campus	+1	0 point si les programmes de prévention sur les campus ne sont pas décrits (les programmes de prévention pourraient inclure des comités, des stratégies, des plans stratégiques, des groupes de travail, etc.).
Services spécifiques à la violence sexuelle sur les campus	+1	0 point si les services mentionnés ne sont pas spécifiques/s'ils ne se spécialise pas dans la violence sexuelle.
Reconnaissance de l'intersectionnalité	+2	2 points s'il y a référence à l'intersectionnalité (par exemple : elle reconnaît l'existence de communautés marginalisées sur le campus, elle reconnaît l'impact de l'intersectionnalité de la violence sexuelle).
Reconnaissance de la culture du viol	+2	2 points si la culture du viol est reconnue.
Accommodement pour les survivant.e.s	+1	0 point si aucun accommodement pour les survivant.e.s est mentionné dans la politique.
SCORE		/ maximum 11 Points

NOTE FINALE

NOTE EN LETTRE

Échelle de note en lettre (basée sur l'échelle de l'université Carleton)

A+	A	A-	B+	B	B-	C+	C	C-	D+	D	D-
90- 100%	85- 89%	80- 84%	77- 79%	73- 76%	70- 72%	67- 69%	63- 66%	60- 62%	57- 59%	53- 56%	50- 52%

Imprimer pour évaluer sa propre politique

	Points
Général	
Existence d'une politique couvrant la VS	
Existence d'une politique autonome	
Politique accessible - en ligne	
Politique accessible - un seul document	
Processus de plainte clairement défini nécessite un processus détaillé et clairement défini	
Présence de mécanismes de statistiques et de reportage	
Capacité de déclarer à l'externe au système de justice pénale et / ou au tribunal des droits de la personne	
N'inclut pas la possibilité de suspendre la plainte si la plaignante sollicite l'aide du système de justice pénale	
Renouvellement et révision de la politique	
Périmètre	
Les professeurs et le personnel sont traités sous la même (politique de violence sexuelle) PVS que les étudiants	
Définit le consentement de manière efficace - reconnaît l'impacte des drogues / de l'alcool, les relations de pouvoir, la révocation du consentement, le consentement ne peut pas être supposé, ne peut pas être obtenu par la contrainte ni les menaces	
Couvre les visiteurs et les ancien.ne.s élèves (comprendrait toute mention spécifique de la capacité d'interdire les visiteurs et les alun du campus et n'a pas d'ordres de contact)	
Veille à ce que les plaintes ne soient pas suspendues si le défendeur met fin à sa relation avec l'école (c.-à-d. Transfert ou abandon)	
Couvre les activités hors campus qui entravent la capacité de vivre et d'apprendre sur le campus	
Couvre l'activité en ligne	
Couvre l'activité furtive	
Couvre explicitement les placements en coopération et en stage	
Composition du ou des dirigeants	
Présence d'un tiers indépendant siégeant le comité de révision	
Présence de représentants étudiants siégeant le comité de révision	
Exige explicitement une formation de sensibilisation à la violence sexuelle	
Présence d'un enquêteur indépendant	
Processus de plainte formel et informel	
Présence de mécanismes judiciaires informels et réparateurs (+1 pour une justice informelle et +1 pour une justice réparatrice)	
Protections explicites pour les victimes de viol - interdiction de poser des questions sur les antécédents sexuels	
Présence de protections face à face	
Présence d'une clause d'immunité spécifique sur la consommation de drogue et d'alcool	
Mention explicite que toutes les sanctions ordonnées contre le défendeur seront portées à la connaissance du survivant	

Délais clairement définis pour le traitement des plaintes	
Mesures provisoires	
N'inclut aucune section contenant des affirmations frivoles	
Possibilité d'avoir une personne de confiance présente	
Présence d'une clause sur les conflit d'intérêts	
N'inclut aucune clause limitative ou dérogatoire	
Présence de protection contre les représailles	
Possibilité de soumettre des plaintes anonymes et de tiers	
N'inclut aucun délai pour déposer une plainte formelle après un incident	
N'inclut en aucune circonstance de tentative de bâillonnement	
Processus d'appel	
Éducation	
Création d'un comité de prévention, d'éducation et de soutien	
Met en évidence les services de soutien disponibles pour les survivants	
Financement engagé aux programmes de soutien	
Met en évidence les programmes de prévention sur le campus	
Services disponibles sur le campus qui sont spécifiques à la violence sexuelle	
Intersectionnalité reconnue	
Mention de la culture du viol	
Mention d'accommoder les besoins des survivants	

Sections	Score
GÉNÉRAL	
PORTÉE	
COMPOSITION DU/DE LA OU DES RESPONSABLES	
PROCÉDURES DE PLAINTES FORMELLES ET INFORMELLES	
ÉDUCATION	
NOTE FINALE	
NOTE EN LETTRE	

Échelle de note en lettre (basée sur l'échelle de l'université Carleton)

A+	A	A-	B+	B	B-	C+	C	C-	D+	D	D-
90- 100%	85- 89%	80- 84%	77- 79%	73- 76%	70- 72%	67- 69%	63- 66%	60- 62%	57- 59%	53- 56%	50- 52%

Annexe D: Glossaire des acronymes

- AGÉCAR** : Association Générale des Étudiants et Étudiantes du Campus de Rimouski
- ASCC** : Représentantes pour une culture de consentement sur les campus
- AVEQ** : Association pour la voix d'étudiant.e.s à Québec
- BCFS** : Fédération d'étudiant.e.s de la Colombie britannique
- BUSU** : Association étudiant de l'université Brandon
- CCSS** : Association étudiante du collège Camosun
- CASA** : Alliance canadienne des associations étudiantes
- CASG** : Le gouvernement académique des étudiant.e.s à l'université Carleton
- CESAR** : Association étudiante de la formation continue de l'université Ryerson
- CFS MB** : Fédération des étudiantes et étudiants canadiennes - Manitoba
- CFS NL** : Fédération des étudiantes et étudiants canadiennes - Terre-Neuve
- CSU** : Association étudiante de l'université Concordia
- CUSA** : Association étudiante de l'université Carleton
- DSU** : Association étudiante de l'université Dalhousie
- ÉPCC** : Étudiant.e.s pour une culture du consentement
- FAÉCUM** : Fédération des associations étudiantes du campus de l'Université de Montréal
- GSVP** : Politique contre la violence sexuelle et genre
- GSU MUN** : Association étudiante du cycle supérieur de l'université Memorial
- LUSU** : Association étudiante de l'université Lakehead
- MUNSU** : Association étudiante de l'université Memorial
- OT Carleton** : À notre tour Carleton
- OT Regina** : À notre tour Regina
- OT UPEI** : À notre tour université de l'Île du prince-édouard
- OUSA** : Alliance des étudiant.e.s de premier cycle de l'Ontario
- OYL** : Un an plus tard
- PGSS** : Association étudiante du cycle supérieur de l'université McGill

RPIRG : Groupe de recherche d'intérêt public Regina

RRRA : Association Rideau River Residence (l'université Carleton)

SFCC : Students for Consent Culture Canada

SFUO : Fédération étudiante de l'université d'Ottawa

SRC : Association étudiante de l'université Bishop

SSMU : Association étudiante de l'université McGill

Students NS : Étudiant.e.s nouvelle-écosse

UBC AMS : Association étudiante de l'université de colombie britannique

UFV SUS : Association étudiante de l'université Fraser Valley

UMGSA : Association étudiante du cycle supérieur de l'université Manitoba

UMSU : Association étudiante de l'université Manitoba

UOIT : L'université de l'Ontario du technologie

UPEISU : Association étudiante de l'université PEI

U of R Women's Centre : Centre des femmes de l'université Regina

URSU : Association étudiante de l'université Regina

UTSU : Association étudiante de l'université Toronto

UWSA : Association étudiante de l'université Winnipeg

VIUSU : Association étudiante de l'université de l'île de Vancouver

Annexe E: À notre tour dans les nouvelles

Mai 2017

1. "CUSA Forms Sexual Violence Support Committee", Rachel Emmanuel, The Charlatan, March 2, 2017, <https://charlatan.ca/2017/03/cusa-forms-sexual-violence-support-committee/>.

Août / juillet 2017

2. "Clubs Funding Tied to Sexual Violence Prevention", Madison Ranta, The Charlatan, July 12, 2017, <http://www.charlatan.ca/2017/07/clubs-funding-tied-to-sexual-violence-prevention/>.
3. Our Turn Steps Up to Stop Sexual Violence, Amedeo De Pretto, The Charlatan, July 30, 2017, <https://charlatan.ca/2017/07/our-turn-steps-up-to-stop-sexual-violence/>.
4. "Editorial: OurTurn Shows Student Dissatisfaction with SVP", August 12, 2017, The Charlatan, <https://charlatan.ca/2017/08/editorial-our-turn-shows-students-dissatisfaction-with-svp/>.

Septembre 2017

5. Consent Team Educates New Students, Amedeo De Pretto, September 8, 2017, <https://charlatan.ca/2017/09/consent-team-debuts-at-frosh/>.
6. "Sexual Assault Policies at Universities Fail the People They're Supposed to Protect", Lisa Xing, CBC News September 12, 2017, <https://www.cbc.ca/news/canada/toronto/campus-sexual-assault-policies-in-ontario-don-t-meet-student-expectations-1.4281177?fbclid=IwAR0-YS-02VnyU9Qm5PmY-ooF1YW0PhMnH0aKVjionzQz-mlgld7z6adZokE>.
7. "How these three women are helping survivors they say are left behind by campus sexual assault policies", CBC Toronto, September 17, 2017 (Introducing OurTurn), [link](#).
8. "Student Criticized the Sexual Violence Policy", Meaghan Haldenby, September 22, 2017, The Charlatan, <https://charlatan.ca/2017/09/student-criticizes-sexual-violence-policy/>.

Octobre 2017

9. "Les universités notées sur leur politique sur la violence sexuelle", Radio-Canada, October 11, 2017, <https://ici.radio-canada.ca/nouvelle/1060801/universites-politique-violence-sexuelle>.
10. "Our Turn Publishes National Action Plan Against Sexual Violence", The Charlatan, October 12, 2017, <http://charlatan.ca/2017/10/our-turn-publishes-national-action-plan-against-sexual-violence/>.
11. "Our Turn: A National, Student-Led Action Plan to End Campus Sexual Violence" UTSU Blog, October 11, 2017, <http://charlatan.ca/2017/10/our-turn-publishes-national-action-plan-against-sexual-violence/>.
12. "Student unions in Winnipeg join national effort to end sexual violence on campus", CBC News, October 11, 2017, <https://www.cbc.ca/news/canada/manitoba/sexual-violence-university-manitoba-1.4351015>.
13. "MUN Gets Failing Grade in Report on Sexual Assault Policies" NTV, Jodi Cooke, October 12, 2017, <http://ntv.ca/mun-gets-failing-grade-in-report-on-sexual-assault-policies/?fbclid=IwAR3oQOthglhECShjRL4DfkOoAatib33ABU1nQv6vxkfvTC4c7EbukQLFu98>.
14. "Universities Rated for Sexual Violence Response", City News Winnipeg, https://winnipeg.ctvnews.ca/video?clipId=1230068&binId=1.1164782&playlistPageNum=1&fbclid=IwAR1d5HOsrVTyppbTt3c4P3k6WDMBU24MMYmFG6iVB3g52j1U15CkxetpdI4#_gus&_gucid=&_gup=Facebook&_gsc=mPeNaCi.
15. "SFUO launches Our Turn Action Plan", The Fulcrum, October 16, 2017, <http://thefulcrum.ca/news/sfuo-launches-turn-action-plan/>.
16. "Dalhousie Student Union Joins Coalition to Improve Grade on Sex Assault Policy", Moira Donovan, October 16, 2017, CBC News, <https://www.cbc.ca/news/canada/nova-scotia/dalhousie-university-student-union-sexual-assault-policy-our-turn-report-1.4356642>.
17. "University sexual assault policies average C- in analysis by nationwide student group", CBC Toronto, October 11, 2017, <http://www.cbc.ca/news/canada/toronto/our-turn-movement-unites-survivors-of-sexual-assault-through-student-unions-1.4348709>.
18. "The state of sexual assault", The Ontarion, October 18, 2017, <https://www.theontarion.com/2017/10/the-state-of-sexual-assault/>.
19. "Carleton, uOttawa fare well in report on response to campus sexual violence", Ottawa Citizen, October 12, 2017, <http://ottawacitizen.com/news/local-news/carleton-uottawa-fare-well-in-report-on-response-to-campus-sexual-violence>.
20. "Our Turn Press Conference addresses sexual violence on campus", The Bull & Bear, October 13, 2017, <http://bullandbearmcgill.com/turn-press-conference-addresses-sexual-violence-campus/>.

21. "University of Regina Reacts to D+ Grade for Sexual Assault Policy", CBC News Sask, October 13, 2017, <https://www.cbc.ca/news/canada/saskatchewan/university-regina-sexual-assault-policy-1.4354884>.
22. "UPEI Working to Improve Sexual Assault Policy that earned it a D+", CBC News, October 16, 2017, https://www.cbc.ca/news/canada/prince-edward-island/pei-upei-sexual-harrasment-policy-students-our-turn-d-1.4357101?fbclid=IwAR3hFOsyO5uRRPIP98pOow0hd09Hi87UQDalterswkAkOC7Da-c7O_TbL2k.
23. "OurTurn Action Plan gives McGill's Sexual Violence Policy a C- Grade", CAitlin Kindig, The McGill Tribune, October 17, 2017, <http://www.mcgilltribune.com/news/our-turn-action-plan-aims-to-mend-university-sexual-violence-policies-101717/>.
24. "On sexual violence policy reform, it's McGill's turn", The McGill Tribune, October 17, 2017, <http://www.mcgilltribune.com/opinion/mcgill-our-turn-sexual-violence-policy-1178748/>.
25. "À Notre Tour dévoile son plan d'action", Sébastien Oudin-Filipecki, le delit, October 17, 2017, <https://www.delitfrancais.com/2017/10/17/a-notre-tour-devoile-son-plan-daction/>.
26. "Letter to the Editor: Clarifying McGill's Policy Against Sexual Violence", Angela Campbell, October 18, 2017, The McGill Tribune, <http://www.mcgilltribune.com/opinion/letter-to-the-editor-clarifying-mcgills-policy-against-sexual-violence-1018/>.
27. "U of T's sexual violence policy receives C grade from student organization", The Varsity, October 18, 2017, Aidan Currie, <https://thevarsity.ca/2017/10/18/u-of-ts-sexual-violence-policy-receives-c-grade-from-student-organization/>.
28. "Sexual Violence Policy Still Lacking", Nora McCreedy, The McGill Daily, October 19, 2017, <https://www.mcgilldaily.com/2017/10/sexual-violence-policy-still-lacking/>.
29. "Students Take Sexual Violence Policies Into Their Own Hands", The Globe and Mail, Emma Jones, https://www.theglobeandmail.com/news/national/education/canadian-university-report/students-take-sexual-violence-policies-into-their-own-hands/article36637617/?fbclid=IwAR1VmfAo4I_39LGOmERGZqFp9_z8Ax_FAnpEp-yFbuiRbBiyESkuYkSvPQs.
30. "Ryerson reacts to A- score on sexual violence policy report", Ryersonian, October 20, 2017, <http://ryersonian.ca/ryerson-reacts-to-a-score-on-sexual-violence-policy-report/>.
31. "U of T Given C Grade on Assault Policies", The Medium, Ali Taha, October 23, 2017, <https://themedium.ca/news/u-t-given-c-grade-assault-policies/?fbclid=IwAR2YND46DVG5Cb1-cu68LehrE2y3cAXErU9lxSNgQJGcmLKTWty9JvK48JE>.
32. "Please Read the Policy: Trying to Understand McGill's Policy Against Sexual Violence", Ariella Garmaise, October 24, 2017, http://www.mcgilltribune.com/please-read-policy/?fbclid=IwAR0e73aSpPgTHdbdknnlFiOwL_arPmeWfUnEvFRjnL-bn-IPC_Dp2Xr5C04.

33. "Kimothy Walker: Learning to Take Risks from Anti-Sexual Violence Advocate Caitlin Salvino", Kimothy Walker, October 25, 2017, <https://ottawasun.com/news/local-news/kimothy-walker-learning-to-take-risks-from-anti-sexual-violence-advocate-caitlin-salvino>.
34. "Winnipeg Chapter of Take Back the Night holds annual march against sexual violence", The Manitoban, Diana-Abashi Ubokudom, October 25, 2017, <http://www.themanitoban.com/2017/10/winnipeg-chapter-take-back-night-holds-annual-march-sexual-violence/32581/>.
35. "What the U of R's D+ Ssexual Assault Policy Means", The Carillon, Taylor Balfour, October 25, 2017, <https://www.carillonregina.com/u-rs-d-sexual-assault-policy-means/>.
36. "Addressing Campus Sexual Violence Requires More Than Just a Policy", The Varsity, Adina Heisler, October 29th, 2017, https://thevarsity.ca/2017/10/29/addressing-campus-sexual-violence-requires-more-than-just-a-policy/?fbclid=IwAR3MH1QEiF8UYUsOPkWis3gQf0mk3eGfG4mbgGDg6_v1J-FrsjFD9DfCY8U.
37. UPEI Presents Policy Priorities to the Province, The Cadre, https://thecadrepei.com/2017/10/24/upeisu-presents-policy-priorities-to-the-province/?fbclid=IwAR34ro5nUJ3dCm6CjrsH_6kY7gB9L4pcAdMDTYss9o9g2FO25X5Z8vplyIA.
38. "Concordia's Standalone Sexual Violence Policy", The Concordian, Ian Down, October 31, 2017, <http://theconcordian.com/2017/10/concordias-standalone-sexual-violence-policy/?fbclid=IwAR22g-Ypsv8lbV6CVAOvIKtEyo5jkHnAAjm-4dbl-IF8PAsNqC1jXczsMh0>.

Novembre 2017

39. "Let's Talk About Sex: A Conversation About Sexuality in the Millennial Era", Meral Jamal, November 7, 2017, <https://charlatan.ca/2017/11/lets-talk-about-sex-a-conversation-about-sexuality-in-the-millennial-era/>.
40. "Tired of Waiting, students make their own plan to fight sexual assault on campus", NOW Toronto, November 14, 2017, <https://nowtoronto.com/lifestyle/class-action/our-turn-sex-assault-campus-report-card/>.
41. "Acquittal of Man Accused of Rape Prompts Protest", Centretown News, Laura Atherton, November 15, 2017, http://centretownnews.ca/acquittal-of-man-accused-of-rape-prompts-protest/?fbclid=IwAR1I7vyDuhLUfkALY8t6jBeWuOKvTdE5j4_BL9ZIkWKwPI0YsU_1Nfvn9w0.
42. "Canadian University Policies Silent on Stealthing", The Concordian, Ian Down, November 1, 2017, http://theconcordian.com/2017/11/canadian-university-policies-silent-stealthing/?fbclid=IwAR0KxDKgeFME8hHmztNgC1K2lOsHaPf-fq6iDgEo_BqxAl18-CKeSaqoW2s.

43. UPEI Community Responding to Our Turn Report, https://thecadreupei.com/2017/10/23/upei-community-responding-to-our-turn-report/?fbclid=IwAR2ChFRFcM3CcXb4Brf69pQ9O6mcMAwkGX6U_eGiD6_RzGZn8e2RAGMT2eg.
44. "L.U. Receives B Grade, Ranks Third in Study on Sexual Violence Response", The Argus, Editor, November 6, 2017, http://theargus.ca/?p=25610&fbclid=IwAR1a5Adl9TBhhB6vQDWmpkfCs97i5S9Qql3die_v7r4-cAhsBtiBTswCHLQ.
45. "Dalhousie Receives a D+ Score for its Current Sexual Assault Policy", Dalhousie Gazette, Leah Simonot, November 24, 2017, <http://dalgazette.com/news/dalhousie-receives-d-score-current-sexual-assault-policy/>.

Décembre 2017

46. "University Sexual Harassment Victim Kept in Dark Over Whether Professor Was Punished", CBC News, December 1, 2017, <https://www.cbc.ca/news/canada/montreal/quebec-canada-university-sexual-assault-1.4427033>.
47. "Bill 151 Exposes Gaps in McGill Policy Against Sexual Violence", The McGill Tribune, Audrey Carleton, December 6, 2017, <http://www.mcgilltribune.com/news/bill-151-exposes-gaps-in-mcgill-policy-against-sexual-violence-12617/>.

Janvier 2018

48. "Gaps in Bill 151", The McGill Daily, Yasmeen Safaie, January 23, 2018, <https://www.mcgilldaily.com/2018/01/gaps-in-bill-151/?fbclid=IwAR2aqLggF6rKQI3CnfOdvTKZICDcmqitoBhh19EvzlwB6sCdcGdDF-u5jSo>.
49. "UPEI Student Group to Hold Sexual Violence Awareness Workshop", Sarah MacMillan, CBC News, January 24, 2017, https://www.cbc.ca/news/canada/prince-edward-island/pei-upei-our-turn-sexual-violence-conference-1.4501655?fbclid=IwAR1eyVpC4hAXhYVFoniL87V0AOy-BfjcSqZ3h5mpO_yap1tCA4_fXUPfICE.
50. "Summerside Woman Attends National Discussion About Sexual Victimization on Post-Secondary Campuses", Journal Pioneer, Millicent McKay, January 22, 2018, <https://www.journalpioneer.com/news/local/summerside-woman-attends-national-discussion-about-sexual-violence-and-victimization-on-post-secondary-campus-179544/?fbclid=IwAR15HrUOmP4TPwHj5ivpXf5PgbqioAh365Fx7o9Z0unzfqtKxAjTNFiLxQ>.

51. "Carleton University Art Illustration Addresses Rape Myths", Ottawa Citizen, Paula McCooley, January 22, 2018, <https://ottawacitizen.com/news/local-news/carleton-university-art-installation-addresses-rape-myths>.
52. "SSMU Introduces New Gendered and Sexual Violence Policy with New Coordinator", Jackie Yao, The McGill Tribune, January 30, 2018, <http://www.mcgilltribune.com/news/new-ssmu-gendered-sexual-violence-policy-coordinator-290118/>.

Février 2018

53. "CSU Wants Better Student, Survivor Representation on Sexual Misconduct Task Force", Kelsey Litwin, The LINK, February 1, 2018, <https://thelinknewspaper.ca/article/csu-wants-better-student-survivor-representation-on-concordias-sexual-misco>.
54. "McGill Students' Society Moves to Fill Loophole in Campus Sexual Violence Policy", Leah Hendry, CBC News Montreal, February 12, 2018, https://www.cbc.ca/news/canada/montreal/mcgill-students-society-moves-to-fill-loophole-in-campus-sexual-violence-policy-1.4527042?fbclid=IwAR3_PoZpDci5nvVCZcmOBH7ewJrUsJ_jj2luHBUgO-l21rEkQiCTHN6P+HA.
55. "An overdue conversation: #Metoo is bringing discussion about consent to the fore", Ottawa Citizen, Elizabeth Payne, February 12, 2018, <https://ottawacitizen.com/news/local-news/dating-in-the-age-of-metoo>.
56. "Carleton Students Create Action Plan to Combat Sexual Violence on Campus, RedEye Collective, February 23 2018, https://www.spreaker.com/user/redeye/carleton-students-create-action-plan-to-?fbclid=IwAR3VsQQSiypD9gT71PPV_2z_RcO2pady7s8etbBES-m83ftXy8QiEMMu0.
57. "Liberals Promise \$5.5M to Fund Sex Assault Crisis Centres at Universities", Global News, Rebecca Joseph, February 27, 2018, https://globalnews.ca/news/4052092/budget-2018-sex-assault-universities/?fbclid=IwAR33rmZD-mz80qDc7yNf1c_jQtwQYEMFBdJrIKxetMrLVLWpRjljy100Bf4.
58. "Canadian Universities To Face Funding Cuts If They Fail To Address Campus Sexual Assaults", HuffPost, Zi-Ann Lum, February 27, 2018, https://www.huffingtonpost.ca/2018/02/27/canada-budget-2018-universities-funding-cuts-sex-assault-campus_a_23372615/.
59. "Association étudiante de l'Université McGill: une politique sur les violences sexuelles dès cet automne" - Journal de Montreal <https://www.journaldemontreal.com/2018/02/14/association-etudiante-de-luniversite-mcgill-une-politique-sur-les-violences-sexuelles-des-cet-automne?fbclid=IwAR1epQszM3z8pgdFoZeKmkYkXnOkoRX34ZHIFWgsjKGTfY4ID9AcDkAlhHY>.

Mars 2018

60. "McGill's Student Society to Draft Their Own Sexual Violence Policy", Jelena Maric, March 1, 2018, <https://charlatan.ca/2018/03/mcgills-student-society-to-draft-their-own-sexual-violence-policy/>.
61. "Opinion: Addressing Sexual Violence", Paxton Caseley, The Guardian, March 7, 2018, <https://www.theguardian.pe.ca/opinion/opinion-addressing-sexual-violence-191417/>.
62. "Federal Funding Tied to Sexual Violence Policies at Universities", The Charleton, March 9, 2018 <http://charlatan.ca/2018/03/federal-funding-tied-to-sexual-violence-policies-at-universities/>.
63. "Students Hope to See Better Training to Prevent Sexual Misconduct", Cassie Doubleday, The Link, March 11, 2018, <https://thelinknewspaper.ca/article/students-hope-to-see-better-training-to-prevent-sexual-misconduct?fbclid=IwAR2cZMKQK0qYFKsm5F5xyreafFullNmPhAGEs2Mu-n5n0IOM9jU1W9cxO3I>.
64. "Sexual Violence Survey Launched at Ontario Colleges and Universities", The Canadian Press, CBC News, March 25, 2018, https://www.cbc.ca/news/canada/toronto/ontario-survey-university-college-students-sexual-violence-1.4592299?fbclid=IwAR3puaW7Ud35-FLe2ETyS59UAU2Ckcb2QHPmXp1TR13n6FqVBv0_O_RqsE.
65. "Sexual Assault Survivors' Stories Illustrated with Clothes They Were Wearing", CBC News, March 28, 2018, <https://www.cbc.ca/news/canada/prince-edward-island/pei-upei-sexual-violence-art-exhibit-1.4596615>.
66. "UPEI Art Installation Answers the Question 'What Were You Wearing'?", Allison O'Brien, <https://thecadreupei.com/2018/04/05/upei-art-installation-answers-the-question-what-were-you-wearing/>.
67. "Tackling sexual violence on GBC campuses", The Dialog, March 29, 2018, <http://dialognews.ca/2018/03/29/tackling-sexual-violence-on-gbc-campuses/>.

Avril 2018

68. "A Timeline: Sexual Violence at Concordia and its (Mis)Management", Kelsey Litwin, April 3, 2018, <https://thelinknewspaper.ca/article/a-timeline-sexual-violence-at-concordia-and-its-mismanagement/>.
69. "After Concordia, McGill Faces its Own #MeToo Moment", Steve Rukavina, April 4, 2018, <https://www.cbc.ca/news/canada/montreal/mcgill-university-sexual-assault-allegations-1.4602975?fbclid=IwAR3szlv-6kb30OJPAE8v7t8KyOl6RRtWlh2InvBfxFK0pi3UN6ekgEjm3Xg>.
70. "Loaded Statements in U of M Sexual Violence Survey Draw Criticism" CTV News Winnipeg, Josh Crabb, April 4, 2018, <https://winnipeg.ctvnews.ca/loaded-statements-in-u-of-m-sexual-violence-survey-draw-criticism-1.3871789>.

71. "U of M Survey Delves into Dangerous Attitudes About Sexual Assault, Consent", Bryce Hoye, CBC News Winnipeg, April 4, 2018, <https://www.cbc.ca/news/canada/manitoba/sexual-violence-consent-survey-university-manitoba-1.4605819>.
72. "McGill Mishandled Complaints against Profs of Sexual Violence", CTV New Montreal, April 5, 2018, <https://montreal.ctvnews.ca/mcgill-mishandled-complaints-against-profs-of-sexual-violence-ssmu-1.3872455>.
73. "McGill Students' #MeToo Testimonials Bolsters Call for Independent Investigation", the Montreal Gazette, Charlie Fidelman, April 5, 2018, <https://montrealgazette.com/news/local-news/mcgill-students-metoo-testimonials-bolster-call-for-independent-investigation>.
74. "SSMU Hold Press Conference REgarding Open Letter on Sexual Violence", Luca Brown, The Bull and Bear, April 6, 2018, <http://bullandbearmcgill.com/ssmu-holds-press-conference-regarding-open-letter-on-sexual-violence/>.
75. "McGill University now has their #MeToo Movement Moment as Students Protest Lothario Professors", Bonnie K. Goodman, Medium, April 9, 2018, <https://medium.com/@BonnieKGoodman/mcgill-university-now-faces-their-metoo-movement-moment-as-students-protest-lothario-professors-1d350f8d5985>.
76. Why Sexual Assault Survivors Can't Say #MeToo at Some Canadian Universities, Emma Jones, The Discourse, April 12, 2018, https://www.thediscourse.ca/gender/why-sexual-assault-survivors-cant-say-metoo-at-some-canadian-universities?fbclid=IwAR0NYEyCr7btUCtM1HejC96OAa1hSc2hdunlOsJvklAke_8sE18Hy_U3Hw.
77. "Québec Students Want Say on How Sexual Violence Addressed on Campus", Leah Hendry, CBC Montreal, <https://www.cbc.ca/news/canada/montreal/quebec-students-want-say-on-how-sexual-violence-addressed-on-campus-1.4625217?fbclid=IwAR3LtGLFpHuGSE2jllBe2gpVvcl1N8Tpv9oOdgEwp8T3xLTGgUMJEjUWXus>.
78. "Concordia, McGill Students Stage Walkout Over Alleged Sexual Misconduct, Demand More Action", CBC News, April 11, 2018, <https://www.cbc.ca/news/canada/montreal/walk-out-concordia-mcgill-1.4614779>.
79. "We're Here to Learn, Not to Face Harassment: McGill, Concordia Students Stage Walkout" Felicia Parrillo, Global News, April 11, 2018, <https://globalnews.ca/news/4138326/were-here-to-learn-not-to-face-harassment-mcgill-concordia-students-stage-walkout/>.
80. "Open Letter Demands External Investigation on Faculty Sexual Misconduct", Cherry Wu, The McGill Tribune, April 11, 2018, <http://www.mcgilltribune.com/news/open-letter-demands-external-investigation-on-faculty-sexual-misconduct-041118/>.

81. "Des étudiants dénoncent l'inaction de McGill dans le dossier des violences sexuelles", Le Devoir, Lisa-Marie Gervais, April 12, 2018,
https://www.ledevoir.com/societe/525008/des-etudiants-denoncent-l-inaction-de-mcgill-dans-le-dossier-des-violences-sexuelles?fbclid=IwAR1ZPCrbdJdXuZy3wCkKWMLV5jc3xGG_ux8-ZxHga-CG2t1cxl-Hn-UxKmg.
82. "Concordia and McGill Students Stage Walkout to Denounce Campus Sexual Violence", The Link, Erika Morris, April 12, 2018,
<https://thelinknewspaper.ca/article/concordia-and-mcgill-students-stage-walkout-to-denounce-campus-sexual-viole>.
83. "McGill, Concordia Students Protest Over 'Mismanagement' of Sexual Misconduct Allegations", Montreal Gazette, René Bruemmer, April 13, 2018,
<https://montrealgazette.com/news/local-news/metoo-students-at-mcgill-concordia-walk-out-of-classes-over-sexual-violence-inaction>.
84. "Commentary: We Have Always Known About McGill's Predatory Professors", Arno Pedram, The McGill Daily, April 13, 2018,
<https://www.mcgilldaily.com/2018/04/we-have-always-known-about-mcgills-predatory-professors/>.
85. "McGill Profs Back Students in Call for Investigation into Sexual Misconduct Allegations", Leah Hendry, April 16, 2018,
<https://www.cbc.ca/news/canada/montreal/mcgill-university-sexual-misconduct-1.4621578>.
86. "McGill Fails to Protect Against Sexually Abusive Professors, students say", Macleans, Alexandra Harvey, April 18, 2018,
https://www.macleans.ca/education/mcgill-fails-to-protect-students-from-sexually-abusive-professors-students-say/?fbclid=IwAR3w6PDME6IbPnLbvfwxW37hSpfiQL_TE0kqQ2IdWkyzoDgHP_RG9Zkxbns.
87. "SSMU and PGSS call on Minister David to Launch Full Investigation into McGill", The McGill Daily, YAmeen Safaie, April 18, 2018,
<https://www.mcgilldaily.com/2018/04/ssmu-and-pgss-call-on-to-minister-david-to-launch-full-investigation-into-mcgill/>.

Mai 2018

88. "Sexual assault policies at universities have students asking: Are these new systems any better than the courts", The Globe and Mail, May 3, 2018,
<https://www.theglobeandmail.com/canada/article-sexual-assault-policies-at-universities-have-students-asking-are/>.
89. "GUTS Interview with Connor Spencer", Julia Metraux, GUTS, May 24, 2018,
<http://gutsmagazine.ca/interview-with-connor-spencer/?fbclid=IwAR2JYIWsDGScsm9BUszNnK2O1M7jtCtEDOA3D85oZoG0CjvHDX20m2H3aoE>.

90. "Shared Perspectives: A Joint Publication on Campus Sexual Violence Prevention and Response", CASA et al, May 8, 2018, https://www.ousa.ca/misc_sharedperspectives_campus_sexualviolence?fbclid=IwAR1eTUo_LP3l-SISzRhOOvd-gV0DqNFellH0wcrjYy2YtNXCF9yrQasNew.
91. "McGill to name 'arm's length' Investigator for Sexual Misconduct Cases", Montreal Gazette, Michelle Lalonde, May 10 2018, <https://montrealgazette.com/news/local-news/mcgill-to-name-arms-length-investigator-for-sexual-misconduct-cases>.
92. "McGill to appoint independent investigator into sexual misconduct allegations", CTV Montreal, May 11, 2018, <https://montreal.ctvnews.ca/mcgill-to-appoint-independent-investigator-into-sexual-misconduct-allegations-1.3926282>.

Jun 2018

93. "One Year Later", Ubysey, Samantha McCabe, June 3, 2018, <https://www.ubyssey.ca/features/one-year-later-next/>.
94. "Getting Involved on Your Campus with Caitlin Salvino", Beyond the Bake Sale Podcasts, June 6, 2018, https://beyondthebakesale.ca/season-1/?fbclid=IwAR3kjA8qgCNypNuHoCKr71J1c9gfpnO9vXLVjqe6QQBnGC_IRAigblrhOuE.
95. "Combating Sexual Violence: A Story of Two Universities", John Hutton, June 27, 2018, Medium, <https://medium.com/@johnhutton/combating-sexual-violence-a-story-of-two-universities-e931992f7ce1?fbclid=IwAR2DP8O20-mYtEy7o9wVz-os--BzIX5KMqdISiCbPyCIGulp-EJTV5LLkl>.
96. "We Believe Survivors Brings a Voice to Students", Tracy Wright, The Chronicle, June 6, 2018, <https://chronicle.durhamcollege.ca/2018/06/believe-survivors-brings-voice-students/>.
97. "UOIT's Sexual Violence Policy Scores a C+, Advocates Call for Change", Jillian Follert, Durham Region News, June 11, 2018, <https://www.durhamregion.com/news-story/8652838-uoit-s-sexual-violence-policy-scores-a-c-advocates-call-for-changes/>.
98. "Concordia University Task Force Proposes Mandatory Sexual Violence Prevention Training for All", Kate McKenna, CBC News, <https://www.cbc.ca/news/canada/montreal/concordia-university-task-force-proposes-mandatory-sexual-violence-prevention-training-for-all-1.4723495>.
99. "Concordia's Sexual Misconduct Task Force Calls for More Education", Michelle Lalonde, June 27, 2018, <https://montrealgazette.com/news/local-news/concordias-sexual-misconduct-task-force-calls-for-more-education>.

Août 2018

100. "Breaking Down Our Turn's First Year of Action", Temur Durrani, The Charlatan, August 3, 2018, <https://charlatan.ca/2018/08/breaking-down-our-turns-first-year-of-action/>.
101. "Fraternities in Canada Take Steps to Address Issues of Consent, Sexual Violence, Gabriele Roy, Toronto City News, <https://toronto.citynews.ca/2018/08/30/fraternities-in-canada-take-steps-to-address-issues-of-consent-sexual-violence/>.
102. "Fraternities in Canada Take Steps to Address Issues of Consent, Sexual Violence, The Canadian Press, CBC News, <https://www.cbc.ca/news/canada/ottawa/fraternities-universities-sexual-consent-violence-1.4804480>.
103. "Des universités ne divulguent pas les sanctions des profs", Journal de Montreal <https://www.journaldemontreal.com/2018/08/19/des-universites-ne-divulguent-pas-les-sanctions-des-profs?fbclid=IwAR0RRDj6slKHBDhgmaJUhfBpUmOYV3zjmksYdG3kMSKNDtwTYOV9fCMPpFE>.

Septembre 2018

104. "CUSA Amends Motion Tying Clubs Funding with OurTurn Training", Charlatan, Temur Durrani, September 6, 2018, <https://charlatan.ca/2018/09/cusa-amends-clubs-funding-tied-with-ourturn-training/>.
105. "Students Voice Concerns as Concordia, McGill Prep for Sexual Violence Law", Montreal Gazette, Miriam Lafontaine, September 15, 2018, <https://montrealgazette.com/news/local-news/students-voice-concerns-as-concordia-mcgill-prep-for-sexual-violence-law>.
106. "Universities and CEGEPS Creating New Sexual Assault Policies", CTV News Montreal, September 15, 2018, <https://montreal.ctvnews.ca/universities-and-cegeps-creating-new-sexual-assault-policies-1.4095694>.
107. "'I was Worried We'd Get Destroyed': How a Student Scholar and a Troublemaker Galvanized Student Action Against Carleton's Sexual Violence Policy", Ottawa Citizen, Tracey Lindman, September 18, 2018, <https://ottawacitizen.com/news/local-news/i-was-worried-wed-get-destroyed-how-a-scholar-and-a-troublemaker-galvanized-student-action-against-carletons-sexual-violence-policy>.
108. "The Red Zone: Why Early Education on Sexual Assault is Critical for Universities", The Ubysey, Samantha McCabe, September 18, 2018, <https://www.ubyssey.ca/news/why-early-education-on-sexual-assault-is-critical/>.
109. "Poor Grade on Sexual Assault Policy Spurs Change", Ryan Haughey, The Uniter, September 20, 2018, <http://uniter.ca/view/poor-grade-on-sexual-assault-policy-spurs-change>.

Octobre 2018

110. "Special Investigator Appointed to Combat Sexual Violence", The McGill Tribune, Sydney King, October 2, 2018, <http://www.mcgilltribune.com/news/mcgill-administration-moves-forward-with-sexual-violence-investigations-and-policy-change-100218/>.
111. "Sexual Violence Accommodations Included in Syllabi, CASG and OurTurn Partner", Temur Durrani, The Charlatan, October 11, 2018, <http://charlatan.ca/2018/10/sexual-violence-accommodations-included-in-syllabi-casg-and-ourturn-partner/>.

Novembre 2018

112. "New bill makes sexual violence policies mandatory at P.E.I. post-secondary schools", CBC News PEI, Nicole Williams, November 13, 2018. https://www.cbc.ca/news/canada/prince-edward-island/p-e-i-legislature-bill-post-secondary-sexual-violence-policies-1.4904177?cmp=rss&utm_source=Academica+Top+Ten&utm_campaign=1ad0a88feb-EMAIL_CAMPAIGN_2018_11_14_04_53&utm_medium=email&utm_term=0_b4928536cf-1ad0a88.
113. "Keeping our Kids Safe", CityLife, MATV, Nov. 28th, 2018 <https://matv.ca/montreal/mes-emissions/citylife/keeping-our-kids-safe>.

Mars 2018

114. "Skepticism, muted hope greet report on climate of mistrust, sexual misconduct in Concordia English department", CBC News Montreal, Claire Loewen, March 8th 2018. <https://www.cbc.ca/news/canada/montreal/concordia-sexual-misconduct-reaux-1.5047770>
115. "CAQ government has no plans to change privacy laws in light of Concordia report on sexual harassment", CBC News Montreal, Steve Rukavina, March 21st 2018. <https://www.cbc.ca/news/canada/montreal/caq-government-has-no-plans-to-change-privacy-laws-in-light-of-concordia-report-on-sexual-harassment-1.5064529>



[Descriptif de l'image: Un croquis en noir et blanc d'une personne sur une estrade. La personne tient un micro et lit un document. Derrière la personne est une foule, avec des personnes qui regardent la personne qui parle, et les autres qui prennent les photos sur leurs cellulaires. Dans la foule il y a deux pancartes qui disent «DIT LEURS NOMS», et «ÉLIMINER LA CULTURE DU VIOL».]

”
“**ÉTUDIANT.E.S POUR
UNE CULTURE DU
CONSENTEMENT**

FACEBOOK

[FACEBOOK.COM/SFCCCANADA](https://www.facebook.com/sfcccCanada)

INSTAGRAM

[INSTAGRAM.COM/SFCCCANADA](https://www.instagram.com/sfcccCanada)

TWITTER

[TWITTER.COM/SFCCCANADA](https://twitter.com/sfcccCanada)

WEB

[WWW.SFCCCANADA.ORG](http://www.sfcccCanada.org)